

SEANCE PLENIERE

du

MERCREDI 10 JANVIER 2007

Après-midi

PLENUMVERGADERING

van

WOENSDAG 10 JANUARI 2007

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 30 par M. Herman De Croo, président.

Ministre du gouvernement fédéral présent lors de l'ouverture de la séance : M. André Flahaut

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront publiées sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Devoirs de mandat : Georges Lenssen

Gouvernement fédéral

Vincent Van Quickenborne, secrétaire d'État à la Simplification administrative : à l'étranger

Projet de loi**01** **Projet de loi fixant le statut des militaires du cadre actif des Forces armées (2759/1-7)****Discussion générale**

La discussion générale est ouverte.

01.01 **Theo Kelchtermans** (CD&V) : Je suis corapporteur, mais il est convenu avec Mme Belhouari qu'elle serait la seule à prendre la parole en tant que rapporteur.

Le **président** : Mme Belhouari arrive à l'instant. Madame, vous avez la parole.

01.02 **Talbia Belhouari** (PS) : Je renvoie à mon rapport écrit.

01.03 **Luc Sevenhans** (Vlaams Belang) : Il n'est pas tout à fait illogique que je prenne la parole en premier lieu car si la séance plénière d'aujourd'hui a été convoquée, c'est en raison de mes interventions en commission. Le fait que la majorité ait opté pour un mercredi a pour conséquence que l'hémicycle est très clairsemé, comme l'étaient d'ailleurs les salles de commission.

La commission de la Défense s'est muée progressivement en un appendice du cabinet Flahaut. Je comprends tout à fait que des membres de la majorité apportent volontiers leur soutien à leur ministre mais il y a des limites ! Lorsqu'en décembre dernier, j'ai demandé instamment un examen approfondi du budget et réclamé le quorum en début de réunion, les parlementaires de la majorité ont dû venir précipitamment au Parlement, ce qu'ils n'ont apprécié que modérément car ils étaient sur le point de s'envoler vers des cieux plus cléments en compagnie du ministre. J'ai d'ailleurs trouvé leurs exposés médiocres. Voilà pourquoi j'ai parlé à leur sujet de « perroquets ».

Les *propositions* de loi déposées par nos collègues Vautmans, Geerts et Belhouari en commission de la Défense sont en réalité des *projets* de loi déguisés, écrits par des militaires. Cette tactique permet

évidemment d'éviter à la fois des avis embarrassants du Conseil d'État et une concertation avec des syndicats récalcitrants. Drôle de conception de la démocratie...

De plus, quand d'aucuns ont élevé la voix en commission, le président est sorti de son rôle. Et lorsqu'il s'est moqué de mon accent flamand en français, alors que lui ne maîtrise pas du tout le néerlandais, la mesure était dépassée.

01.04 Philippe Monfils, président de la commission de la Défense nationale : Vous dites ce qui n'est pas. Je n'ai jamais critiqué votre accent. Vous parlez français bien mieux que je ne parle néerlandais. Ce que je vous ai reproché, c'est d'entraver les travaux de la commission.

Je demande que l'on maintienne cette déclaration dans les Annales.

Le **président** : Tout ce qui est dit ici est repris tant aux Annales qu'au compte rendu analytique.

01.05 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : Les paroles sont des paroles. En tout état de cause, la commission s'apparente de plus en plus à une guerre de tranchées. Il est normal que le ministre soit en bons termes avec ses députés ainsi qu'avec le président de la commission, mais M. Monfils ne respecte en tout état de cause pas la neutralité qui caractérise les présidents d'autres commissions.

Le ministre n'oublie pas qui a travaillé pour lui, comme en témoigne sa politique de nominations remarquée. M. De Crem a un jour déclaré que celui qui arrivait colonel chez M. Flahaut repartait général. Il existe heureusement également des généraux qui réussissent par leurs propres moyens. Par ailleurs, certains parmi ceux qui ont bénéficié d'un coup de pouce auraient tout aussi bien pu réussir de leur propre chef. Par sa politique de nominations, le ministre a accru son influence sur la Défense, et pas seulement à la tête.

Ce projet de loi renforce davantage encore l'influence de la politique d'une manière inacceptable. Les discussions en commission ont duré pas moins de onze heures. Le projet de loi comporte 527 pages et 272 articles, mais il n'a été transmis aux membres de la commission que le 21 novembre, à savoir le jour-même de l'examen ! Ce projet a été déposé durant la période la plus chargée de l'année parlementaire, période pendant laquelle la loi-programme, le budget et la loi portant des dispositions diverses doivent également être examinés. Il ne s'agit certainement pas d'un hasard du calendrier. Il ne fallait manifestement pas se pencher de manière trop approfondie sur ce projet.

Nul ne contestera l'importance de ce projet, qui remplace pratiquement tous les autres statuts. C'est une évolution positive, car le statut militaire était devenu un véritable embrouillamini. C'est tout à l'honneur des autorités militaires qu'elles optent aujourd'hui pour la transparence, mais la lecture du projet est difficile pour les civils. S'il n'a pas suscité plus de protestations, c'est parce que de nombreux militaires pensent que les modifications ne les concerneront plus. L'ancien colonel Husniaux a pourtant indiqué que le nouveau statut entrera immédiatement en vigueur, fût-ce avec des mesures transitoires et en tenant compte de l'âge et de l'évolution de la carrière. Le risque de passage interne est donc bien réel. Les militaires ressentent comme une dégradation d'être contraints et forcés d'accepter un statut civil. Sans compter qu'ils devront travailler plus longtemps.

Le calme des militaires s'explique aussi par le fait que les vrais licenciements s'appliqueront uniquement aux nouvelles recrues. Ce serait le cas en 2008 au plus tôt. Il n'est d'ailleurs pas question dans le projet de licenciement, mais de « passage externe ». Cela signifie que la Défense nationale laisse partir le militaire, ce qui équivaut à une sorte de licenciement. Le mot « militaire de carrière » est appelé à disparaître.

L'armée est confrontée à un problème d'âge. Si l'on souhaite réellement réduire l'âge moyen, il s'agit de recruter de nombreux jeunes ou de permettre le départ accéléré de militaires âgés. Le terme 'militaire de carrière' est en fait remplacé par celui de 'militaire jetable', 'militaire périssable' ou 'militaire avec date de péremption'. Cette situation est due à la décision d'un ancien ministre de supprimer le service militaire. L'armée a ainsi été confrontée du jour au lendemain aux mêmes problèmes qu'une armée professionnelle. Aucune solution miracle n'a été trouvée à ce jour pour aborder la problématique sur le fond. Le nouveau statut CCM devrait à présent devenir la panacée. Il s'agit toutefois d'une solution sur papier. Une partie des militaires deviennent des civils et l'âge moyen des militaires diminue dès lors automatiquement. Demander à des civils d'accomplir des fonctions qui ne sont pas spécifiquement militaires est défendable, notamment

lorsqu'il s'agit des missions qui relèvent du service du personnel. Il n'en va toutefois pas de même lorsqu'il s'agit de partir en mission militaire à l'étranger avec des cuisiniers civils.

01.06 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : Selon quelles modalités enverrons-nous des civils dans des régions en guerre ? La semaine dernière, deux militaires belges sont revenus blessés du Liban. En vertu du statut CCM, ces personnes appartiennent désormais à la catégorie D. Elles sont donc remerciées pour les services rendus et, dès cet instant, ne sont plus des militaires. Le statut CCM vise avant tout à écarter les militaires âgés, ce qui est asocial. Désormais, on ne peut plus travailler que 12 ans, car il faut répondre à toute une série d'exigences physiques. Au port d'Anvers, par contre, en matière de productivité, on pose des exigences un peu moins sévères aux travailleurs âgés. Le fait de mettre les travailleurs âgés à la porte déclencherait d'ailleurs immédiatement une grève. Les militaires, eux, ne peuvent pas faire grève, ce qui est tout bénéfice pour le ministre.

Le problème des travailleurs âgés se pose également dans le secteur de la construction, à La Poste, à la SNCB et à la police. On ne renvoie pas les policiers après douze ans de service. Étant donné que le traitement du militaire en début de carrière est moins élevé qu'à la police et que le policier jouit de la sécurité d'emploi, le jeune va bien entendu essayer d'abord d'entrer à la police et en deuxième lieu seulement à l'armée.

Le ministre a déclaré en commission que ce projet de loi permettra de ne plus rester militaire toute sa vie. Il semble penser que la stabilité de l'emploi constitue en quelque sorte un obstacle pour les demandeurs d'emploi, un raisonnement qui me paraît pour le moins étrange. Je ne comprends pas davantage qu'on ait prévu dans la loi la démission automatique après douze ans, puisqu'un militaire pouvait démissionner à tout moment.

La commission de la Défense avait initialement réservé une journée à l'examen et au vote de ce projet. Mes tentatives de mener un véritable débat se sont heurtées au refus du ministre, qui a personnellement empêché que les militaires présents explicitent le dossier. J'ai freiné durant trois semaines le fonctionnement de la commission dans l'espoir de voir malgré tout s'amorcer un débat sérieux.

01.07 Philippe Monfils , président de la commission de la Défense nationale : Je n'ai jamais dit que le débat serait emballé en une après-midi, Monsieur Sevenhans. Il devait se dérouler normalement, et s'il n'était pas clôturé avant les vacances, on pouvait le reprendre en janvier. La dissolution des chambres n'étant pas prévue avant mai, cela nous laisse le temps.

C'est votre attitude qui a tué le débat puisque vous n'avez pas été constructif et que vous avez quitté la salle. Vous dites ce qui n'est pas. Trop, c'est trop.

01.08 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : J'ai demandé à d'innombrables reprises à recevoir les mêmes informations que celles qui avaient été fournies aux unités. On me les a refusées jusqu'au bout.

01.09 Philippe Monfils , président de la commission de la Défense nationale : Le tableau donné par le ministre est l'illustration du texte. Même après votre « fuite », le ministre a pris la peine de répondre aux dix-sept questions que vous aviez laissées à la présidence. Vous pouvez trouver ces réponses à la fin du rapport (voir doc. n° 2759/6, p. 63-77). Ce n'est donc pas à moi que l'on peut imputer la responsabilité !

01.10 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : Le commentaire m'a été envoyé à domicile, après le vote.

01.11 Philippe Monfils , président de la commission de la Défense nationale : Les réponses ont été fournies dans le cadre de la discussion générale ou de l'article premier comme il est d'usage. Vous pouvez ne pas être d'accord avec ces réponses, mais elles n'étaient pas bâclées. Si vous parlez de la forme du drapeau de 1830 pendant six heures, il est logique que les collègues en aient marre et quittent la commission.

01.12 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : Si j'ai posé ces questions, c'est parce qu'il est indispensable que les choses soient éclaircies. Mon but était de mener un débat de fond sur le sujet. L'échange verbal avec le ministre a été tellement violent que je me suis senti obligé de partir pour éviter l'escalade. Je conviens qu'il y

a eu un peu de cinéma à la commission et que je porte, c'est vrai, une part de responsabilité. Je plaide coupable.

Il a été répondu très convenablement à mes dix-sept questions, et à certaines même de manière exhaustive et instructive. Je regrette que le contexte n'ait pas été différent.

01.13 Philippe Monfils, président de la commission de la Défense nationale : Il fallait poser des questions précises pour obtenir des réponses concrètes. J'ai vu les collaborateurs du ministre préparer ces réponses séance tenante, et les réponses ont été fournies.

01.14 Stef Goris (VLD) : Je me rallie à l'analyse du président de la commission. En commission de la Défense, trois commissaires du VLD ont pris la parole et le débat sur ce projet de loi très important avait initialement bien démarré. Ce projet de loi avait été précédé de travaux préparatoires intensifs du département des Ressources humaines de l'armée, en collaboration avec les syndicats. Nos alliés étrangers également étaient intéressés de connaître nos solutions au problème de la pyramide des âges à l'armée.

M. Sevenhans n'a toutefois cessé d'émettre des critiques non constructives et de faire des comparaisons inappropriées. Il n'a proposé aucune autre solution sérieuse. Il est regrettable que, précisément en raison de ses pratiques d'obstruction, nous n'ayons pas été en mesure de mener en commission un débat plus en profondeur. Ce projet de loi méritait vraiment davantage d'attention.

01.15 Theo Kelchtermans (CD&V) : Le dossier à l'examen revêt également une grande importance à nos yeux et mérite dès lors toute notre attention. Malheureusement, nos questions n'ont pas non plus été suffisamment abordées. Je puis donc comprendre la frustration de M. Sevenhans, bien que mon groupe n'ait pas utilisé les mêmes moyens pour exprimer cette frustration. Les nombreux renvois aux arrêtés d'exécution ont presque transformé ce projet en une sorte de loi de pouvoirs spéciaux. Il est donc inexact que nous n'approuvons pas la philosophie qui sous-tend le projet mais nous n'avons jamais obtenu de réponses à nos questions concernant l'ensemble des points qui n'ont pas été développés dans ce texte.

01.16 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : Il s'agit effectivement d'une sorte de loi de pouvoirs spéciaux : dans le cadre de cette décision, nous ignorons en fait à quoi nous en tenir. Je m'inquiète tout de même lorsque j'entends que la confiance doit être de mise et qu'au besoin, on procédera à des aménagements. Ce dossier est trop important pour être simplement confié au ministre.

01.17 Stef Goris (VLD) : Certains aspects doivent effectivement encore être réglés par la voie d'arrêtés d'exécution mais cette situation n'est pas anormale. Ce projet a été élaboré en étroite collaboration avec les syndicats. Je suis dès lors convaincu qu'il en sera de même pour la rédaction des arrêtés royaux. Ce gouvernement et ce ministre ont déjà prouvé le respect qu'ils témoignent aux organisations syndicales et aux acteurs de terrain. À cet égard, j'appelle à ce qu'on procède de même dans le cadre de l'élaboration du statut.

01.18 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : Lorsque la majorité a déclaré que les syndicats étaient satisfaits, il s'agissait à mes yeux du premier signe qu'on s'orientait vers un dialogue de sourds. Il est exact que le syndicat libéral a formulé peu d'objections mais les trois autres syndicats en ont formulé une kyrielle. Leur attitude équivalait tout au plus à un « oui mais ». Peut-être a-t-on également tenté de les amadouer en leur promettant que le statut serait tout de même encore adapté si nécessaire.

Je ne représente évidemment pas le syndicat. Je devrai décider demain sur quel bouton appuyer et j'ignore encore où nous mènera ce texte. J'entends qu'il pourrait falloir une centaine d'arrêtés d'exécution, qui devront peut-être même être pris par un autre ministre. Lors des discussions, j'ai constamment eu le sentiment qu'on cherchait à éluder le véritable débat parce que la question est trop délicate. De même, dans le cadre de la présentation destinée aux militaires, on a souvent indiqué qu'ils n'étaient pas concernés ou ne le seraient plus.

01.19 Stef Goris (VLD) : En fin de compte, quelle solution le Vlaams Belang propose-t-il pour assainir la pyramide des âges au sein des forces armées ?

01.20 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : Nous ne pourrions nous prononcer que dans douze, voire quatorze ans sur le caractère opérationnel du statut CCM. Mais certains pays disposent toujours d'une armée. Le problème est le même partout. A-t-on déjà étudié les solutions appliquées à l'étranger ?

Il faut peut-être envisager le recours aux départs anticipés, une mesure courante dans le secteur industriel. Au port d'Anvers notamment, des ouvriers partent à la préretraite à l'âge de 55 ans.

01.21 Stef Goris (VLD) : Ai-je bien compris ? Le Vlaams Belang propose de pensionner tous les militaires à 55 ans ?

01.22 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : Je ne formule pas de contre-proposition, je me livre seulement à un exercice de réflexion en indiquant simplement que le problème a commencé avec la suppression du service militaire, qui devait constituer un coup de publicité électorale.

01.23 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : À l'évidence, M. Goris n'apprécie guère qu'un membre de l'opposition qui sait de quoi il parle démontre par a plus b que le nouveau plan est une vraie passoire et que la concertation sociale n'a pas abouti à un large consensus au sein de l'armée.

01.24 David Geerts (sp.a-spirit) : Il serait intéressant que le Vlaams Belang nous expose ses projets.

01.25 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : La majorité actuelle rétorque systématiquement à quiconque dénonce un dysfonctionnement que c'est la faute du CD&V qui a tout gâché à l'époque et que le Vlaams Belang ferait mieux de se taire parce qu'il n'a pas d'autre solution à proposer. La coalition violette ne résoudra jamais aucun problème en invoquant ce type d'excuses.

Il n'incombe pas à mon groupe de concocter un plan Flahaut bis. Le ministre n'a qu'à faire lui-même son travail. La proposition constructive que je pourrais formuler consisterait à réaliser des économies sur les frais de construction de la Composante navale et, au besoin, sur ceux de la Composante terrestre.

01.26 Stef Goris (VLD) : Ce gouvernement a au moins eu le courage d'enfin aborder ce déjà vieux problème et de chercher à le résoudre. Aujourd'hui, la solution, qui réunit un large consensus, est sur la table. Les syndicats doivent bien entendu essayer d'obtenir le maximum, c'est leur vocation.

Le Vlaams Belang rejette catégoriquement la solution. Je lui demande seulement de m'indiquer la sienne mais il n'a rien à proposer.

01.27 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : L'opposition n'a pas pour mission de définir une politique mais de dénoncer les faiblesses de celle du gouvernement. Le texte du projet a bien évidemment été mûrement réfléchi puisqu'il est en préparation depuis des années. Mais il n'est rien d'autre qu'une ébauche, qui n'emporte pas mon adhésion. Et le ministre a beau prétendre le contraire, les syndicats ne l'appuient pas davantage.

Pour plusieurs raisons, le Vlaams Belang est opposé à ce statut CCM.

Après douze années de service, les militaires sont soumis à un processus d'orientation : ils deviennent alors fonctionnaires civils à la Défense, réintègrent pleinement la vie civile ou restent militaires. Si un militaire redevient civil, il bénéficiera d'un accompagnement de l'armée mais sans aucune garantie de réussite. Ce nouveau statut est en quelque sorte une resucée de l'ancien cadre provisoire, instauré en 1976 mais supprimé en 1990 parce qu'il n'était pas social.

Autant dire que l'on peut biffer les termes « militaire de carrière » du vocabulaire. Le nouveau statut se traduira, à n'en pas douter, par une augmentation du taux de chômage.

Le projet ne précise pas clairement quels heureux élus conserveront la qualité de militaire. Ce sera la cohue à la permanence du ministre ! Les critères de sélection de l'article 122 sont vagues au point de se prêter à toutes les interprétations. On maintient le système actuel des comités de promotion qui sont pourtant

controversés et insuffisamment transparents.

En outre, le nouveau statut est très désavantageux pour ceux qui ont suivi la filière de la promotion sociale. Dans l'intervalle, il a été mis fin à cette discrimination par le biais d'un amendement de la majorité.

Pour les grades inférieurs, le statut CCM n'apporte financièrement aucun mieux. Il a été dit qu'il ne s'agissait pas véritablement d'un projet de loi pécuniaire, mais je ne vois pas pourquoi cela ne pourrait pas être écrit.

Le nouveau calcul des pensions, surtout, occasionnera de désagréables surprises. Le statut CCM dispose en effet que seules trois bonifications sont prises en compte pour le calcul de la pension de retraite et de survie.

Le statut CCM limite aussi d'une manière inadmissible les droits politiques des militaires. Ils peuvent se porter candidats mais n'ont même pas le droit de défendre leur candidature. De plus, il est inacceptable que les anciens militaires ne pourront plus adhérer à un syndicat non politique. Cela ne manquera pas de susciter un débat houleux au sein de la Défense.

Le projet présente évidemment aussi des aspects positifs. Il est vrai que les militaires l'ont écrit eux-même et qu'ils ne vont pas le saper. Il s'agit toutefois d'une matière tellement complexe qu'il est très difficile d'en évaluer aujourd'hui l'entière portée et de distinguer l'arbre de la forêt. J'invite donc mon groupe politique à ne pas voter en faveur de ce projet de loi. (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang*)

01.28 Philippe Monfils (MR) : Une armée pour quoi faire ? Certes, le soldat est beau quand il défile le 21 juillet mais l'adhésion au spectacle ne conduit pas automatiquement à la conscience de la nécessité de la Défense et de son coût, actuellement de 2,5 milliards d'euros par an.

Oui, un État comme le nôtre doit maintenir une défense intérieure et participer aux efforts visant à rétablir ou à maintenir la paix dans le cadre d'opérations internationales, surtout au moment où la Belgique siège au Conseil de sécurité de l'ONU.

Pour remplir ces missions, l'armée belge doit disposer d'hommes et de femmes bien formés, opérationnels, dotés d'un équipement approprié.

C'est en alignant un personnel parfaitement formé et entraîné aux tâches réclamées que la Belgique pourra contribuer aux opérations de paix. Or le diagnostic est posé depuis longtemps : notre armée compte un personnel trop nombreux, trop âgé, pas suffisamment opérationnel. C'est pour répondre à cette situation que le concept de carrière mixte a été annoncé depuis longtemps, mis au point, concerté avec les syndicats, discuté au sein de la majorité et enfin déposé sous la forme de projet de loi devant la Chambre.

Je ne peux m'empêcher de regretter et même de condamner l'attitude d'un parlementaire qui, au lieu de débattre, de critiquer, de dire son désaccord avec le texte, de présenter des amendements et de les défendre, a purement et simplement bloqué la discussion du projet en dissertant par exemple sur l'uniforme des combattants français de 1830. Cela fut plus grave encore quand certains textes déposés en commission présentaient une vision étonnante de notre histoire. Selon ces textes, seuls deux hommes en Belgique auraient été des collaborateurs à l'époque de la guerre de 1940-45, à savoir Léon Degrelle et le roi Léopold III. Ceci est parfaitement inacceptable (*Protestation de M. Sevenhans*).

Monsieur Sevenhans, vous allez répondre que vous ne l'avez pas avalisé. Mais vous avez déposé ce texte et vous avez demandé qu'on le distribue à chacun des parlementaires. Vous avez lu ce texte à l'exception d'une demi-page: celle que je viens de citer, comme par hasard ! C'est un peu trop facile !

01.29 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : Le passage incriminé figurait dans mon document de travail, qu'on m'avait demandé de transmettre aux services pour leur permettre de suivre plus facilement mon intervention. Je n'ai pas lu l'alinéa en question. Le président a toutefois lu ce passage et m'a pris violemment à partie, mais j'ai refusé de prononcer ces mots. Que M. Monfils s'abstienne donc de proférer des

mensonges ! J'entends m'en tenir au sujet qui nous occupe, le CCM.

01.30 Philippe Monfils (MR) : Monsieur Sevenhans, un fait est plus fort qu'un lord-maire, vous avez distribué un document que vous avez parcouru dans son entièreté, en omettant ce passage. Ceci a d'ailleurs entraîné une réaction très violente de la part de représentants des groupes et des partis démocratiques de notre commission. Ils estimaient que cela était inacceptable.

Vous pouvez dire que vous n'avez pas avalisé le texte, c'est possible, je constate simplement que le texte a été distribué à chacun et vous n'avez pas demandé à le garder sous le boisseau de quelque manière que ce soit. C'est ainsi que les choses se sont passées !

01.31 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : À chacun sa vérité, évidemment. Je répète que ces termes ne figuraient que dans un document de travail et que je ne les ai jamais prononcés à haute voix parce que je ne souhaite désobliger personne. Le président joue un vilain jeu. Je n'ai jamais demandé de communiquer ce document, qui ne constituait initialement qu'un aide-mémoire à mon intention, aux membres de la commission. À mes yeux, l'incident est clos.

01.32 Philippe Monfils (MR) : Quand je lis un texte, soit j'en endosse la paternité, soit j'exprime mon désaccord avec son contenu.

01.33 David Geerts (sp.a-spirit) : Tous les hommes politiques démocratiques ont à la fois le droit et le devoir de lutter par tous les moyens possibles au sein du Parlement contre les actes qui sapent la démocratie et d'entreprendre des actions afin d'éviter que de telles situations ne se répètent.

01.34 Philippe Monfils (MR) : Je n'ai pas entendu ne fût-ce qu'une critique du projet de loi alors que vous avez parlé près de neuf heures et demie sur les onze heures de débat. Vous avez simplement lu plusieurs textes en vue d'empêcher que la discussion n'avance. Puis, vous êtes parti. Le CD&V a également quitté la réunion.

Si les événements se sont déroulés de la sorte, la majorité n'y est pour rien. En outre, si la mauvaise humeur ne s'était répandue dans les rangs de l'opposition, le débat aurait eu lieu normalement et sereinement.

Cette réforme de la carrière militaire doit atteindre quatre objectifs. Il s'agit de la réduction et du rajeunissement des effectifs, de la diminution des coûts en matière de personnel et de la simplification des statuts.

Le texte comprend certes 272 articles. Toutefois, il s'agit d'une coordination de l'ensemble des dispositions existantes. Nous avons donc élaboré un projet de statut complet et cohérent. On y trouve incontestablement de nouvelles idées, mais plusieurs dispositions figuraient déjà dans l'ancien statut.

Concrètement, le concept de carrière mixte signifie que les militaires ne le seront plus à vie, c'est-à-dire pendant toute la carrière professionnelle.

Après douze ans de carrière opérationnelle, le militaire suivra un processus d'orientation qui débouchera sur la poursuite de sa carrière militaire opérationnelle, un passage interne à un poste de fonctionnaire à la Défense ou un passage externe à une carrière en dehors de l'armée. Pour aboutir à l'orientation la plus appropriée, la volonté du militaire sera pleinement prise en compte, tant en ce qui concerne le type de fonction que d'autres éléments déterminants pour la conciliation de la vie professionnelle et de la vie privée.

Dans le cadre de la carrière continuée ou du passage interne, le militaire a le droit de refuser par trois fois une proposition qui ne lui convient pas. En cas de passage externe, un programme de reconversion professionnelle est prévu.

Il ne s'agit en rien d'un statut de régression pour ceux qui choisiraient la carrière civile. Toutefois, il est évident que le militaire n'est pas un fonctionnaire comme les autres et que celui qui opte pour une carrière de fonctionnaire civil doit en assumer les conséquences.

Le projet de carrière mixte institue un nouveau système d'appréciation et de catégorisation opérationnelle en fonction de critères d'aptitude physique et médicale. Le passage à une catégorie inférieure n'est toutefois pas définitif.

Des dispositions transitoires sont prévues pour les militaires déjà en fonction.

De nombreux arrêtés royaux devront être pris. Des concertations auront lieu avec les syndicats au sujet des mesures d'exécution. Le ministre s'est engagé à tenir le Parlement au courant de l'évolution technique et administrative de ce dossier.

Lors du débat en commission, j'avais soulevé deux interrogations. La première portait sur la possibilité de poursuivre la carrière opérationnelle au-delà des dix ou douze premières années, et cette possibilité existe pour les militaires en bonne condition physique. Ma seconde question concernait les possibilités de carrière en dehors de la Défense. Dans ce domaine, les programmes de formation et de reconversion professionnelle constituent une première réponse, qui est complétée par les accords signés avec les secteurs privé et public. Il faut espérer que l'offre de carrières extérieures sera suffisante. De toute évidence, il y a une obligation de moyens et non une obligation de résultats.

Ce projet, qui s'inscrit dans une perspective de moyen terme, est bon et imaginatif.

J'ai toujours estimé nécessaire de répondre aux demandes de participation aux opérations extérieures et je déplore qu'avec ses 45.000 hommes et femmes, l'armée ne puisse pas déployer à l'extérieur plus de 1.200 à 1.500 personnes. Désormais, l'armée sera plus réduite mais plus opérationnelle. Une telle armée devrait être plus attractive pour les jeunes.

01.35 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : M. Monfils croit que le nouveau statut est de nature à inciter un plus grand nombre de Belges à intégrer l'armée. Pourrait-il s'expliquer à ce sujet ? Car il n'y aura en effet plus aucune sécurité d'emploi étant donné qu'après douze ans, on décidera si quelqu'un peut rester ou non.

Pourrait-il aussi m'expliquer comment il est arrivé à la conclusion qu'une armée de taille plus modeste peut remplir plus de missions ?

01.36 Philippe Monfils (MR) : Toutes les carrières ont changé, pas seulement la carrière militaire. Nous proposons au militaire une ouverture en fonction de ses desiderata. Ce qui est attractif, c'est la certitude pour les jeunes qui le souhaitent de pouvoir embrasser sérieusement la carrière militaire et d'avoir la possibilité, après douze ans, d'entrer dans le civil. Je pense que l'évolution des recrutements me donnera raison.

Tout change. Avec les développements technologiques, nous avons besoin d'un personnel motivé.

Je crois que la mobilité des carrières est aujourd'hui une réalité et qu'il ne faut pas avoir peur du changement. Je crois en cette vision moderniste, dynamique et, je l'admets, à risque. Mais ne croyez-vous pas que, dans notre monde, le risque peut aussi entraîner l'enthousiasme de la jeune génération ? Nous verrons si le recrutement devient trop faible dans deux ou trois ans, au moment où le système sera en marche.

S'engager dans le secteur opérationnel de l'armée présente des risques mais aussi le plaisir de faire autre chose que de rester dans son pays. Je ne pense pas que tout le monde se ruera dans le cadre du personnel civil de la Défense. Quand j'accompagne le ministre lors de ses déplacements, je ne rencontre pas de militaires ronchonners. Au contraire, certains me disent qu'ils sont déçus de devoir rentrer.

01.37 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : M. Monfils dit que nous verrons bien mais il tourne autour du pot. Jamais il n'a affirmé être convaincu que le statut facilitera les recrutements. Ceux qu'intéresse un emploi à l'armée se tourneront peut-être aussi vers la police ou les services d'incendie. Mais celui qui entre à la police sait qu'il pourra en principe y rester jusqu'à l'âge de la pension. Pourquoi dès lors opérerait-il encore pour la Défense ? Le militaire qui, à trente ans, entre en ligne de compte pour le transfert externe n'ira pas bien loin.

dans le secteur civil avec une expérience de douze années comme artilleur. Il commencera au bas de l'échelle et sera affecté d'un retard par rapport à ses collègues du même âge nantis d'une meilleure expérience.

01.38 Philippe Monfils (MR) : Je parie sur l'enthousiasme de la jeunesse.

Le statut ne met pas dehors les intéressés après douze ans : il est possible de continuer sa carrière comme opérationnel ou dans le personnel civil, ou encore de se réorienter en-dehors de la Défense. La seule incertitude concerne le nombre d'emplois que l'on pourra trouver à l'extérieur. Certains accords existent déjà, pour permettre à ces personnes de retrouver un emploi. Les formations diversifiées offertes par l'armée devraient permettre de telles réorientations.

Je ne pense pas que votre pessimisme l'emportera sur mon optimisme.

Monsieur le Ministre, il reste à nous occuper du « soldat du futur », déjà bien réel dans plusieurs pays. La digitalisation du champ de bataille est un enjeu majeur de sécurisation des soldats, auquel nous devons nous préparer si nous voulons encore pouvoir agir sur le terrain dans dix ans.

Le MR votera votre projet porteur d'avenir (*Applaudissements*).

01.39 Pieter De Crem (CD&V) : Étant donné l'importance de ce projet, nous pensions qu'un débat de fond consistant serait mené en commission. Initialement, la majorité a donné l'impression qu'il en serait bien ainsi. Le gouvernement a invoqué l'urgence parce que M. Flahaut entendait attacher son nom à la réforme du statut. Le projet a dû passer par la Chambre et le Sénat en respectant un calendrier strict et sans grands débats.

Cette fois, l'exposé en commission consistait non pas en un diaporama détaillé mais en une explication orale sans documents. Le projet compte pourtant 272 articles et un grand nombre de délégations au Roi. Sans explications, il est dès lors difficile d'en évaluer la portée. Tout dépend de l'exécution de cette loi par le biais d'arrêtés royaux.

Durant la dernière réunion de commission, riche en incidents, la majorité a adopté le projet à la hâte et en notre absence. Pourtant, nous venions de déclarer à la majorité que nous entendions lui donner le temps de présenter elle-même un calendrier en vue d'une discussion approfondie.

Les mérites du ministre dans ce projet sont minimes, voire inexistants. Ce projet a vu le jour parce que les militaires, après avoir connu une traversée du désert à partir de 1999, se préoccupent de leur avenir. S'ils sont le moteur, l'armée n'est hélas pas opérationnelle sans cadre ni instruments. En dépit de notre bonne volonté, ce débat crucial n'a pas encore été mené. Après l'approbation du GLC, il faudra également consacrer un débat fondamental l'avenir des militaires, sur les tâches qu'ils auront à assumer et sur les outils dont ils auront besoin. Ce questionnement coïncide avec les législatures des gouvernements arc-en-ciel et violet. La question politique qui se pose est de savoir comment le gouvernement a appréhendé le problème de la sécurité internationale et de la défense au cours de cette période. Après les nombreux incidents qui ont émaillé son parcours, M. Flahaut aimerait, en vue de la ligne d'arrivée, s'approprier les mérites de l'excellent travail effectué par les militaires.

Les huit dernières années ont été épouvantables, tant pour les militaires que pour le département et l'image de la Belgique à l'étranger.

Il n'est pas possible de préparer l'avenir si l'on ne connaît pas le passé. La première note relative à la réforme de l'armée suivait une approche soi-disant réaliste et pragmatique, mais la démarche était tellement irréaliste, théorique et doctrinaire que les partenaires de la coalition ont contraint le ministre à abandonner ce document. Initialement, le ministre a évoqué, à juste titre, une note sur les lignes de force 2000-2005 qui devait être concrétisée par un plan à moyen terme 2002-2015. Notre critique fondamentale consistait à dire qu'un plan de quinze ans sans élaboration de « *checks and balances* » pour son exécution durant une législature ne constituait pas un objectif réaliste. Nous avons déclaré à plusieurs reprises à cette époque que

le ministre ne tenait compte ni du nouveau statut des militaires, ni du statut des civils.

La logique du ministre était de supprimer et non de décider. Je me réfère également au dossier des dragueurs de mines, du navire de transport stratégique et de la participation éventuelle au dossier *Joint Strike Fighter* qui a fait l'objet de réflexions sans engagement. Les distorsions communautaires et les tensions qui en découlent se ressentent d'un point de vue logistique et opérationnel. Huit années durant, le ministre n'a du reste pas prononcé ses discours en néerlandais, la langue de la majorité dans ce pays. Il estimait que la clé de répartition linguistique 60/40 devait disparaître. Sa vision était opposée à celle des partis flamands et à l'idée que l'armée est le dernier ciment du pays. Le CD&V se considère comme le gardien de la Constitution. Une règle non écrite de la Constitution peut être déduite des articles, à savoir la répartition linguistique 60/40.

Le réforme de l'armée et plus particulièrement la réorganisation des casernes illustrent les distorsions communautaires, même si le ministre parle sans cesse d'équilibres fédéraux et régionaux. Les suppressions et les restructurations en Wallonie sont moins drastiques qu'en Flandre. La répartition historique des installations militaires a toujours été un prétexte pour déplacer le centre de gravité opérationnel des forces armées belges vers le sud du pays et ceci pour des raisons liées à l'emploi.

À un moment donné, le ministre s'est cependant fait l'écho de nos critiques dans une lettre adressée au premier ministre Verhofstadt et au ministre du budget de l'époque, M. Vande Lanotte. Dans cette lettre, il se plaignait de disposer de moyens insuffisants pour le personnel, les investissements et les formations, et mettait en garde contre les répercussions de ce manque de moyens sur le caractère opérationnel de nos forces armées, sur notre crédibilité et nos engagements au niveau européen et international et - à ne certainement pas négliger - sur la motivation et la sécurité du personnel. Rien n'a cependant changé.

Une particularité récurrente dans la politique du ministre Flahaut, c'est qu'il fait preuve d'une tendance certaine à n'en faire qu'à sa tête. Je citerai pour exemple le dossier des aumôniers et des chenilles des Leopards. En commission, nous avons assisté à de nombreux épisodes tragi-comiques et à la genèse de décisions erronées, notamment en ce qui concerne les musiques militaires, les canons de 90 mm et Nederover-Hembeek. Ce dernier dossier prouve qu'il est inutile d'attendre du ministre Flahaut une politique du personnel novatrice. Dans ce dossier, son attitude a été inacceptable et ceci tant sur le plan éthique que sur le plan déontologique.

Nous avons déjà réclamé à plusieurs reprises la démission du ministre mais l'indifférence des partis de la majorité dans le cadre des dossiers délicats a sauvé la peau du ministre.

Cette politique a également eu une influence sur l'image de la Belgique à l'étranger. Louis Michel et le ministre Flahaut ont été les protagonistes d'une diplomatie qui a parfois frôlé le grotesque. Les propos injurieux tenus à l'adresse des États-Unis en janvier 2004 ont été à l'origine d'une solide querelle. Le ministre avait marqué sa nette préférence pour les démocrates et qualifié l'armée américaine d'inefficace. Il a également formulé des remarques à propos de l'intervention des États-Unis en Irak et en Afghanistan. Le premier ministre l'a réprimandé dans une lettre en qualifiant d'inconvenantes les déclarations faites vis-à-vis d'un allié.

Etonnante est également la régularité avec laquelle le ministre remet en cause dans des interviews l'engagement du gouvernement Verhofstadt dans le cadre des relations transatlantiques. Dans sa déclaration de politique générale d'octobre 2004, le premier ministre avait défendu une participation active de la Belgique dans le cadre d'opérations de maintien de la paix menées par les Nations Unies, l'Union européenne et l'OTAN. Or, lors d'un sommet informel de l'OTAN en Roumanie, le ministre a proposé d'amorcer un retrait de la force de paix de l'OTAN d'Afghanistan à l'issue des élections présidentielles et il a annoncé dans le même temps une réduction sensible du nombre de soldats belges présents en Afghanistan.

L'ensemble de notre corps diplomatique, notre ministre des Affaires étrangères et nos militaires se sont investis et le ministre Flahaut vient ensuite subitement déclarer que pour lui, l'affaire est close. Le premier ministre doit être furieux contre son ministre de la Défense car, chaque fois qu'il parvient à arrondir quelque peu les angles, M. Flahaut y va d'une nouvelle déclaration fracassante. Je songe notamment à son observation sur le génocide perpétré contre des Indiens d'Amérique du nord qui a fait 15 millions de victimes

et se poursuit aujourd'hui. Selon une communication officielle du gouvernement, de telles frasques sont inadmissibles lorsqu'elles visent un allié. Et nous devrions être confiants dans la capacité du ministre à mener ce dossier à bien.

Le chef de cabinet du ministre est allé jusqu'à remettre en question la solidarité de la Belgique au sein de l'OTAN ! Le département des Affaires étrangères s'est aussitôt distancié de cette déclaration, à juste titre.

Lors de la démission du ministre américain de la Défense, M. Rumsfeld, le ministre a déclaré y voir une victoire qui complétait le triomphe des Démocrates. *Adding insult to injury...* Dans ses meilleurs jours, le sénateur McCarthy lui-même n'était jamais allé aussi loin. Et même lors de la procédure d'*impeachment* à l'égard du président Nixon, nul n'avait poussé le bouchon jusque là.

Le « statut Somers » – j'entends par là le général Somers – n'est certainement pas prématuré, mais les facteurs incertains, tels que l'évolution du marché du travail et les moyens disponibles, sont encore trop nombreux. Si le CCM doit améliorer la situation du personnel, il inaugure également une nouvelle conception de la carrière militaire. La stabilité de l'emploi n'existe plus. Le personnel pourra choisir entre la carrière continuée, le passage, sur le plan interne, vers l'administration de la Défense nationale et, sur le plan externe, vers d'autres services publics ou vers le secteur privé. Les organisations syndicales se sont opposées à l'abandon du caractère statutaire qui peut créer un précédent pour d'autres secteurs publics et engendrer une sorte d'insécurité, qui modifiera aussi la relation employé-employeur. La question est de savoir si l'employé sera encore prêt à se montrer flexible et à accepter les inconvénients du métier de militaire.

Reste à savoir si le chiffre avancé de 10 .000 fonctions civiles est bel et bien réaliste. Quand le concept sera tout à fait opérationnel, il faudra recruter davantage de jeunes gens car il y aura davantage de changements. C'est un des aspects qui n'ont malheureusement pas été examinés en commission.

Il est encore difficile d'estimer l'effet du passage au statut civil. Quoi qu'il en soit, le passage d'une carrière militaire à une carrière civile ne peut pas constituer un choix négatif.

Il faudra encore dix ans avant que les premières orientations aient lieu. C'est en effet très long.

Il subsiste de nombreuses imprécisions, dont il faudra certainement encore discuter. Les ajustements ultérieurs pourraient rendre le résultat final bien différent du résultat initialement prévu.

L'Inspection des Finances a souligné que des moyens supplémentaires ne sont pas prévus. Les surcoûts doivent donc être compensés par des économies internes. L'on peut se demander si c'est réaliste. Ainsi, il n'est pas tenu compte des frais de formation à l'*outplacement*, qui s'élèvent à 5000 euros par militaire.

Le Conseil d'État formule une observation fondamentale à propos de la compatibilité de ce projet avec l'article 182 de la Constitution. En vertu de cet article, la loi précise la manière dont il est procédé aux recrutements à l'armée. Plusieurs délégations accordées au Roi et sous-délégations accordées au ministre ont été annulées mais d'autres ont été maintenues. Il a été dit que le projet est à présent davantage en concordance avec l'article 182. Il s'agit évidemment là d'une législation approximative. Soit une disposition est en concordance avec la Constitution, soit elle ne l'est pas. L'article concerné est donc en fait violé, ce qui entraînera des procédures devant le Conseil d'État et des questions préjudicielles à la Cour d'arbitrage.

Notre groupe a par ailleurs sérieusement envisagé de soumettre le projet, avec nos amendements, au Conseil d'État. Beaucoup dépendra de la réponse du ministre.

L'article 10, deuxième alinéa, de la Constitution précise en outre que seuls les Belges peuvent être nommés aux emplois militaires, sous réserve des exceptions pour les cas particuliers qui peuvent être prévus par la loi. Notre groupe n'est en principe pas opposé à l'admission de non-Belges mais conformément à la logique de la citoyenneté de l'Union européenne et du développement d'une défense européenne, nous estimons que cette admission devrait être limitée aux ressortissants de l'Union européenne. L'avis du Conseil d'État est clair à ce sujet : des non-Belges ne peuvent être admis que dans des cas exceptionnels.

01.40 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Cette observation n'a rien de constructif! Que fera-t-on alors de tous les électeurs du PS qui ne sont pas encore belges ?

01.41 Pieter De Crem (CD&V) : Comme le MR bruxellois a pu s'en rendre compte, la loi sur l'acquisition rapide de la nationalité belge visait à amener des électeurs supplémentaires au PS. Ce statut est une machine pourvoyeuse d'emplois pour les électeurs du PS.

Un argument fréquemment utilisé consiste à évoquer la situation à l'étranger. La carrière militaire est souvent beaucoup plus attrayante que chez nous dans des pays tels que l'Espagne, la France ou l'Allemagne, et il s'agit généralement de territoires linguistiques homogènes.

Mon groupe politique s'oppose à l'ouverture de l'armée à des étrangers et à l'utilisation de l'armée comme un levier d'intégration. L'ouverture de l'armée à des étrangers est contraire à la Constitution et à la législation européenne. L'article 39 du Traité de Rome prévoit la libre circulation des travailleurs au sein de l'Union mais également des exceptions pour les emplois au sein des services publics dont les Forces armées.

Le Conseil d'État recommande pour cette raison clairement de supprimer les dispositions en vertu desquelles les citoyens hors UE sont admis dans l'armée. Nous appelons les partis de la majorité à ne pas se contenter d'ignorer cet avis. Nous attendons une réponse à ce sujet.

Les changements importants apportés dans l'organisation des Forces armées impliquent une modification de la Constitution si l'on veut éviter tout problème d'interprétation.

Nous présentons à présent à nouveau les amendements déjà évoqués en commission. Je voudrais attirer l'attention sur un de ces amendements.

Dans notre pays, septante jeunes de 16 à 18 ans environ ont un statut militaire parce qu'ils étudient en qualité de candidats sous-officiers de carrière à l'Ecole militaire. Etant donné que la Belgique a signé le protocole facultatif de la Convention internationale des droits de l'enfant concernant l'implication des enfants dans les conflits armés, notre législation nationale stipule que les mineurs ne peuvent pas participer à des opérations armées. Nonobstant cette disposition, en vertu du droit international humanitaire, ces jeunes restent des militaires.

La discussion sur le nouveau statut des militaires constitue donc l'occasion rêvée de conférer à ces élèves un statut civil ou d'élever l'âge d'accès à l'Ecole militaire.

Pour notre parti, ce projet constitue, par son contenu, un pas important dans la bonne direction. La question de sa mise en œuvre au plan politique et des choix qu'il impliquera nécessairement sera plus délicate. Il s'est avéré d'emblée que la Défense ne figurait pas au rang des priorités du gouvernement violet. Des sacrifices ont été exigés de la Défense lors de la confection de chaque budget et à chaque contrôle budgétaire. Aujourd'hui, le débat social sur la défense nationale est quasiment inexistant. Et pourtant, la Défense doit continuer à jouer un rôle prépondérant dans la politique belge.

Mon parti soutient le CCM sur le plan du contenu mais ne peut en aucun cas admettre la manière dont la majorité a cherché à faire passer ce projet au Parlement. Pour cette raison, les chrétiens-démocrates flamands s'abstiendront lors du vote (*Applaudissements sur les bancs du CD&V*)

01.42 Talbia Belhouari (PS) : Le projet de loi participe aux nombreux efforts visant à moderniser notre Défense.

En tentant de concilier l'opérationnalité de nos Forces armées et une gestion du personnel performante mais également sociale, le nouveau statut des militaires du cadre actif offre une réponse équilibrée qui nous semble respecter autant que possible les besoins de la Défense et ceux de son personnel.

Par son concept de carrière mixte, le nouveau statut des militaires permettra à la Défense de rajeunir progressivement nos Forces armées et de maintenir dans le temps une pyramide des âges adéquate. Il permettra aussi de maintenir la spécificité du métier de militaire, de le revaloriser et de le rendre de la sorte plus attractif pour les jeunes qui souhaitent véritablement s'engager par vocation. Le militaire pourra en outre piloter lui-même sa carrière, en acquérant de nouvelles compétences au cours de celle-ci ou en bénéficiant d'un encadrement et d'un accompagnement dans ses choix professionnels.

À l'issue d'une carrière militaire initiale, le militaire pourra donc, dans le cadre d'un processus d'orientation individualisé, revoir son projet professionnel en faisant valoir notamment ses propres souhaits. Il pourra poursuivre sa carrière militaire en passant d'une fonction technique à une fonction d'encadrement de jeunes recrues, s'orienter vers une carrière d'agent de l'État à la Défense où il occupera une fonction d'appui, ou encore faire valoir ses compétences auprès d'un employeur du secteur public ou privé.

Le département de la Défense, d'autres départements et le Selor font partie intégrante de cette préparation. Des protocoles d'accord seront conclus avec les départements de l'Emploi et de la Formation des Régions et des Communautés afin de garantir que les formations dispensées par la Défense puissent être valorisées dans d'autres secteurs.

Par ailleurs, soulignons que le secteur de la Défense a besoin d'un personnel jeune et d'une mobilité accrue.

En outre, les dispositions du nouveau statut des militaires harmonisent les pensions en suivant le principe selon lequel la spécificité du métier de militaire requiert des dispositions particulières. Le nouveau statut des militaires permettra également à la Défense comme aux Pensions de réaliser des économies non négligeables.

Enfin, je me réjouis de la concertation dont ce projet de loi a été l'objet depuis deux ans, notamment avec le concours du personnel de la Défense qui s'est exprimé directement et à travers ses représentants syndicaux.

Le nouveau statut des militaires aidera donc la Défense à se doter de forces armées plus petites, plus jeunes, mieux équipées, plus flexibles, pouvant être déployées plus rapidement et pouvant s'inscrire pleinement et efficacement dans les dimensions européenne et transatlantique. Le projet doit également être soutenu car il propose une modernisation de nos forces armées préservant la composante humaine au cœur du système (*Applaudissements*).

01.43 Hilde Vautmans (VLD) : L'introduction du concept de carrière mixte représente une étape très importante dans l'évolution de nos forces armées. Il repose sur un certain nombre de principes modernes, dont le principal est celui du recrutement de la bonne personne à la bonne place. Cela implique la possibilité de pouvoir occuper des emplois tant civils que militaires, à l'intérieur comme à l'extérieur du département de la Défense, l'un des éléments clés étant la mobilité entre les emplois.

Le VLD prône depuis des années déjà la mise en place d'une pyramide des âges saine, une revalorisation de la fonction militaire, la nécessité d'améliorer l'image de marque de l'armée et l'optimisation du rendement par l'individu et par l'organisation. Ces quatre objectifs se retrouvent dans le CCM.

Le fil rouge est constitué par la gestion des compétences et le fait de confier les missions opérationnelles aux militaires et les missions de soutien aux civils.

Le CCM devrait mener, en 2020, à une Force armée composée de 27.725 militaires et de 10.000 civils. Après dix ou douze ans de service et vers l'âge de 35 ans, le militaire peut choisir de rester militaire, de devenir un civil au sein de la Défense ou de poursuivre sa carrière dans un autre service public.

À nos yeux, ce CCM est conforme à la déclaration du premier ministre, selon laquelle la stabilité de l'emploi est plus importante que celle d'une fonction en particulier. Il en va ainsi depuis des dizaines d'années dans les pays scandinaves et ce principe donne de bons résultats. Il ne faut pas craindre le changement. Une telle ouverture existe déjà dans les armées de nos voisins, dont la structure d'âge est plus saine.

Après dix à douze ans de service, le militaire peut choisir de poursuivre une carrière militaire ou opter pour un statut de civil. Un total de 7.500 membres du personnel seraient concernés chaque année. Cinq cents militaires pourront exercer une profession en dehors de la Défense. Nous disposerons ainsi d'une armée à la fois plus jeune, plus mobile et plus flexible et dont l'image sera améliorée.

Tous les militaires seront soumis au CCM au même moment, mais des mesures transitoires sont prévues pour les militaires recrutés sous les statuts actuels. Pour les militaires qui sont actuellement en service à l'armée, la réorientation se fera sur une base volontaire.

Le CCM requiert un autre mode de pensée. C'est la raison pour laquelle des campagnes d'information comme celle dont il est question sont absolument nécessaires. Le ministre pourrait-il nous donner le détail de la campagne programmée ? J'espère qu'elle dissipera l'inquiétude sur le terrain et que les jeunes recrues seront informées séance tenante des changements apportés.

D'une part, nous devons inciter suffisamment de jeunes à intégrer les forces armées pendant une certaine période de leur vie pour y acquérir une expérience qui s'avérera utile pour la suite de leur carrière. D'autre part, il est important, pour assurer l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, de considérer désormais que les diplômes obtenus à la Défense sont équivalents aux autres diplômes. La collaboration entre l'armée et le secteur privé sera dans une large mesure déterminante pour assurer le succès du CCM. Aussi une concertation avec le secteur privé doit-elle être organisée le plus vite possible.

Le VLD et les autres partis de la majorité ont présenté des amendements tendant à protéger à la fois les militaires qui ont fourni un effort de promotion sociale et la semaine de quatre jours.

Le CCM revêt une importance capitale pour le bon fonctionnement de nos forces armées. Le militaire du futur sera un militaire opérationnel pouvant être sollicité à tout moment et prêt à prendre part à des opérations. Seul le CCM permettra à la Défense d'assainir à nouveau sa pyramide des âges et d'améliorer son image de marque. Il s'agit clairement, ici, d'un exemple d'administration courageuse.
(Applaudissements)

01.44 Brigitte Wiaux (cdH) : Le nouveau statut des militaires du cadre actif, qui remplace un statut qui date de l'après-guerre, vise à la modernisation de nos forces armées. Plus petite, mais aussi plus flexible et mieux équipée, notre armée pourra être engagée plus rapidement et sera plus crédible sur la scène internationale.

Ce nouveau statut, qui introduit un concept de carrière mixte, vise à réduire et à rajeunir les effectifs de la Défense, mais aussi à revaloriser le métier militaire, à augmenter son attrait et à optimiser le rendement de chaque homme et de chaque femme, tant dans la perspective de l'organisation que dans celle de l'individu. Le statut à carrière mixte remplacera tous les statuts existants à l'exception de celui de militaire de réserve.

Au terme de la carrière militaire initiale de dix à douze ans, durant laquelle ils sont susceptibles de participer aux missions à l'étranger, les militaires choisiront entre une carrière militaire continuée, un passage interne à un emploi civil à la Défense et une mobilité externe avec un accompagnement garanti. Les dix mille fonctionnaires civils se chargeront du soutien des opérations.

En commission, de nombreuses précisions ont été apportées, notamment en ce qui concerne le processus d'orientation et d'évaluation, la prime d'intégration, l'obligation de moyens dans le cadre de la mobilité externe, l'usage des pools de mobilité, la protection supplémentaire aux membres du personnel ayant subi des blessures ou des maladies, les pensions, la formation ou encore les dispositions transitoires.

L'avant-projet de loi a fait l'objet de nombreuses remarques et observations du Conseil d'État. Il a été tenu compte de bon nombre d'entre elles. Ainsi, dans le projet de loi, de nombreuses délégations au Roi, voire au ministre, ont été supprimées ou ont vu leurs conditions précisées. Cependant, il est regrettable que la composition des commissions ne soit pas reprise et que seuls des éléments de procédure figurent dans le projet.

Monsieur le Ministre, comme M. Monfils, je vous ai bien entendu dire en commission que les mesures d'exécution et les arrêtés royaux seraient bien concertés et que vous en informeriez le Parlement. Si ce

n'était pas le cas, nous nous chargerions de vous rappeler cette promesse.

Pour assurer l'opérationnalité des unités, le cdH proposait déjà, en 2003, la mise en adéquation des moyens humains, matériels et financiers pour participer aux missions, une meilleure attractivité du métier, l'intégration du personnel civil au sein de la nouvelle structure, le maintien d'un équilibre entre personnel civil et militaire ainsi qu'une formation continue.

Le projet de nouveau statut et le concept de carrière mixte correspondent à notre vision d'une armée performante et spécialisée, c'est pourquoi nous le soutiendrons (*Applaudissements*).

01.45 David Geerts (sp.a-spirit) : Ce projet de loi constitue une étape importante, mais non la dernière, sur la voie de la modernisation du département. Je comprends l'inquiétude des membres du personnel, qui ont besoin de sécurité et de stabilité mais également de perspectives. Cette perspective ne doit pas être celle d'un rajeunissement de l'armée à la suite de démissions en masse mais celle d'une Force armée jeune, disponible qui collabore avec d'autres pays. Le CCM permet à tous les membres du personnel d'être affectés avec un maximum d'efficacité.

Le projet est encore inachevé puisque le texte comprend de nombreuses modalités d'exécution. Tant qu'il s'agit d'instaurer concrètement des mesures qui sont introduites ailleurs au moyen de CCT, il n'y a aucune contradiction avec l'article 182 de la Constitution. Il est également important que le nouveau statut fasse l'objet d'un suivi par le Parlement et les syndicats, qui ont par ailleurs participé à son élaboration.

Grâce au CCM, l'armée disposera d'un groupe important de militaires jeunes et rapidement opérationnels.

L'absence d'une sécurité d'emploi à vie est une nouveauté. Il convient dès lors de prendre des mesures pour accompagner au mieux les personnes qui atteignent la fin de la première phase pour qu'elles puissent trouver un travail ailleurs. La nouvelle perspective doit être celle d'une « *lifetime employability* ».

La première phase de la carrière militaire doit être suffisamment attrayante pour convaincre les gens de choisir en faveur de l'armée. Je pense notamment à un accès à vie aux services médicaux de l'armée pour ceux qui ont été en mission pendant une période déterminée.

La création des fonctions d'expert et de spécialiste est une bonne chose. On instaure ainsi une carrière plane et, en outre, les critères de recrutement rigides et les dispositions pécuniaires prennent ainsi une moindre importance. J'ai déjà attiré l'attention sur ce point l'an dernier lors de la discussion sur les officiers du corps médico-technique.

J'ose espérer que les civils disposeront des mêmes chances d'être engagés dans des fonctions et par ailleurs d'être promus à d'autres fonctions auxquelles ils ne peuvent actuellement pas encore accéder.

Le nouvel élément est que les personnes qui n'ont pas leur diplôme de l'enseignement secondaire inférieur peuvent malgré tout être engagées à l'armée. Il importe à mes yeux qu'elles ne soient soumises qu'à des tests pratiques lors des évaluations décennales. Le texte doit être clarifié à ce propos.

Nous avons déposé un amendement parce que nous estimons que le régime des 4/5 doit être maintenu, ce qui, à mon estime, n'est pas contraire à l'opérationnalité des militaires. Le bénéfice du régime peut effectivement toujours être refusé.

Notre amendement à l'article 260 tend à permettre l'entrée en vigueur immédiate de la carrière militaire continuée pour une grande partie des militaires. Je pense également que l'interprétation de l'article 115 doit être moins restrictive et que le Roi doit déterminer les possibilités de transition.

J'espère que la DGHR aidera les militaires à achever plus rapidement leur carrière et à bénéficier de promotions sociales.

Lors des discussions en commission, j'ai émis de sérieuses réserves à l'égard de l'ordre du jour proposé par M. Sevenhans. À M. De Crem, je souhaiterais indiquer que la teneur du rapport n'est pas correcte. Le sp.a ne prône nullement une suppression de l'armée. Nous sommes en revanche partisans d'une armée spécialisée efficace, qui collabore davantage avec d'autres pays. Cette vision nous paraît plus productive.

Enfin, il importe de continuer à informer correctement et à ne pas hésiter à évaluer les adaptations et à procéder à des aménagements. (*Applaudissements*)

01.46 André Flahaut, ministre (*en français*) : Je remercie les collaborateurs tant civils que militaires - notamment le général Somers, le général Husniaux, le colonel Cuvelier, et les organisations syndicales - pour le travail qu'ils ont fourni dans l'élaboration de ce projet de carrière mixte. Attendu depuis longtemps, ce projet a longtemps été négocié, de manière informelle puis formelle. Sa mise en œuvre nécessitera un certain temps. Je souhaite poursuivre le dialogue avec les intervenants et avec le Parlement.

Nous souhaitons moderniser la Défense et mieux l'intégrer dans la société.

J'ai beaucoup de respect pour chaque membre de la Défense, à quelque échelon que ce soit, et je souhaite que chacun ait accès, s'il le souhaite, à une formation qui lui permette de se reconvertir.

Ce projet « pionnier » est observé par de nombreux pays voisins.

Je comprends que M. Monfils se demande pourquoi, avec une armée de trente mille hommes, nous ne pouvons déployer que mille personnes par an. Il s'agit en réalité de onze cents personnes, mais en trois rotations par an, donc 3.300 personnes. À chaque personne envoyée à l'extérieur est attachée une arrière-garde qui concerne une ou 1,5 personne. Dès lors, notre taux de mise en opération est bon. En outre, pour des raisons sociales, nous avons décidé de laisser passer un an entre deux opérations ; on doit donc effectuer le calcul sur trois années.

Pour être attractifs, nous permettons aux jeunes de se spécialiser, de suivre une formation continuée. Dans quelques jours, nous ouvrons 1.469 places pour le recrutement 2007 ; à chaque fois, nous observons un grand engouement pour la Défense.

Aucune inquiétude, donc, sur la possibilité pour les militaires de se reconvertir. Aujourd'hui, ce serait même le phénomène inverse : on demande du personnel de la Défense – reconnu pour ses qualités et son professionnalisme – dans le secteur des transports, dans du gardiennage, des chemins de fer et autres. Nous devons veiller à ne pas nous départir de personnes compétentes et remarquablement formées.

Quand j'interviens dans un dossier, on dit que je veux tout contrôler. Mais lorsque je laisse les militaires préparer un texte, on dit que je manque à ma tâche ! Que veut-on ? Pour ce qui est du statut, qu'on l'appelle statut « Flahaut » ou « Somers » m'indiffère, l'essentiel, c'est le résultat, qui découle ici de la conjonction d'une volonté politique et d'une expertise militaire.

M. De Crem a dit que rien n'avait été entrepris auparavant ; mais d'autres que moi ont été en charge du département, comme MM. Delcroix et Pinxten. A vous, Monsieur De Crem, de les interroger sur ce qu'ils n'ont pas fait et pourquoi ! C'est ici un projet majeur, et je ne me formalise plus de pareilles déclarations.

Le fait que les colonels Somers et Husniaux - qui ont transité dans mon entourage - soient devenus généraux est la preuve que je sais m'entourer de personnes compétentes. Il n'est pas question de politisation !

J'ai entendu l'inventaire de « ce qui ne va pas » dans mon département, mais c'est assez loin de notre sujet du jour. L'opposition peut produire beaucoup de vent sans rien de concret. Les chiens aboient, la caravane passe !

Dès aujourd'hui, les Européens peuvent s'engager dans la Défense en Belgique. Vingt et une personnes l'ont déjà fait, et cela va dans la direction d'une armée européenne. A mon sens, la structure unique réalisée en Belgique devra un jour être suivie au niveau européen ou de l'OTAN : nous devons mettre en commun nos logistiques notamment. Nous avons déjà commencé avec les pilotes et les marines : dans l'opération EUFOR au Congo, notre logistique a servi à l'ensemble de la force européenne.

C'est aussi notre hôpital qui sert à la FINUL au Liban. Lorsque nos médecins le quitteront, il restera sur place et sera utilisé par des médecins d'autres nations, pour leur éviter de perdre du temps, de l'énergie et des moyens.

Je suis étonné qu'on n'ait pas parlé du mauvais classement de la Belgique par l'OTAN. C'est sans doute un oubli. Mais aujourd'hui, nous dépensons mieux que par le passé. Une bonne Défense n'est pas celle qui dépense beaucoup, mais qui dépense bien.

Madame Vautmans, je confirme qu'il y aura une campagne de communication interne et externe, notamment à destination des secteurs publics et privés concernés. Pour l'équivalence des diplômes, un accord de coopération a été signé entre les différents gouvernements.

Je remercie Mme Wiaux pour son analyse objective et sereine de nos travaux, et son souci du personnel civil. La Défense comprend aussi bien des civils que des militaires, et ce statut va dans cette direction.

Les mesures d'exécution seront concertées. Lorsqu'il faut changer une chose à la Défense, il faut souvent une loi, ce qui prend du temps. Si nous voulons quelque chose d'efficace, il faut trouver d'autres méthodes de travail.

Monsieur Geerts, j'ai parlé du contrôle parlementaire et de la volonté de transparence. Les concertations avec le personnel, les organisations syndicales et le Parlement sont indispensables. La Défense est une entreprise importante, un lien de notre pays, et il faut respecter les équilibres, même non inscrits dans une loi.

Personne ne veut aujourd'hui supprimer les Forces armées. Mais nous nous sommes inscrits dans un projet de transformations important, pour que la Défense soit une entreprise moderne, intégrée dans un monde nouveau, dans un contexte international, européen et « otanien ». Elle doit pouvoir être utile et proche de la société civile, et pour cela, disposer d'un matériel renouvelé. Nous avons acheté le nécessaire dans un souci d'interopérabilité, avec des infrastructures ramenées aux besoins réels. Quand des quartiers ou des domaines ne nous servent plus, nous les mettons à disposition des autres institutions publiques.

Nous avons, enfin, un statut adapté pour le personnel, dans le respect du budget de la Défense.

Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2759/7)

L'intitulé néerlandais a été modifié par la commission en "wetsontwerp tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de Krijgsmacht."

Le projet de loi compte 272 articles.

Amendements déposés:

Art. 2

- 3 *Luc Sevenhans (2759/3)*

Art. 3

- 4 *Luc Sevenhans (2759/3)*
- 20 *Pieter De Crem (2759/4)*

Art. 5

- 21 *Pieter De Crem (2759/4)*

Art. 7

- 22 *Pieter De Crem (2759/4)*

Art. 9

- 5 *Luc Sevenhans (2759/3)*
- 23 *Pieter De Crem (2759/4)*
- 24 *Pieter De Crem (2759/4)*
- 25 *Pieter De Crem (2759/4)*

Art. 12

- 6 *Luc Sevenhans (2759/3)*

Art. 21

- 26 *Pieter De Crem (2759/4)*

Art. 22

- 7 *Luc Sevenhans (2759/3)*

Art. 51

- 27 *Pieter De Crem (2759/4)*

Art. 67

- 28 *Pieter De Crem (2759/4)*

Art. 75

- 8 *Luc Sevenhans (2759/3)*

Art. 76

- 9 *Luc Sevenhans (2759/3)*
- 29 *Pieter De Crem (2759/4)*

Art. 119

- 30 *Pieter De Crem (2759/4)*

Art. 124

- 10 *Luc Sevenhans (2759/3)*

Art. 141

- 11 *Luc Sevenhans (2759/3)*

Art. 144

- 13 *Luc Sevenhans (2759/3)*

Art. 172

- 14 *Luc Sevenhans (2759/3)*

Art. 174

- 15 *Luc Sevenhans (2759/3)*

Art. 192

- 31 *Pieter De Crem (2759/4)*

Art. 195

- 16 *Luc Sevenhans (2759/3)*

Art. 242bis

- 18 *Luc Sevenhans (2759/3)*

Art. 242ter

- 19 *Luc Sevenhans (2759/3)*

01.47 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : À l'amendement n° 3 à l'article 2, il convient, dans la version néerlandaise du texte, de remplacer le mot « vervanging » par le mot « schrapping ».

J'ai cru comprendre à l'audition de la réponse à une de mes questions que la famille royale ne fait pas partie du cadre d'active. Je propose par conséquent de supprimer dans cet article toute référence à la famille

royale. Compte tenu des événements de ces dernières semaines, il aurait du reste mieux valu que ses membres n'aient jamais été militaires du tout. Toutes ces péripéties ne se seraient pas passées.

Le **président** : Les articles sans amendements sont adoptés article par article.
Quant aux deux annexes - A et B -, elles ne font l'objet d'aucun amendement.

La discussion des articles est close. Le vote sur les amendements et articles réservés, ainsi que sur l'ensemble, aura lieu ultérieurement.

La séance est levée à 17 h 54. Prochaine séance le jeudi 11 janvier 2007 à 14 h 30.

De vergadering wordt geopend om 14.30 uur en voorgezeten door de heer Herman De Croo, voorzitter.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering: de heer André Flahaut

Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Berichten van verhindering

Ambtsplicht : Georges Lenssen

Federale regering

Vincent Van Quickenborne, staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging: buitenslands

Wetsontwerp

01 Wetsontwerp betreffende het statuut van de militairen van het actief kader van de Krijgsmacht (2759/1-7)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

01.01 **Theo Kelchtermans** (CD&V): Ik ben mederapporteur, maar heb met mevrouw Belhouari afgesproken dat alleen zij het woord zou voeren als rapporteur.

De **voorzitter**: Mevrouw Belhouari komt net aan. Mevrouw, u hebt het woord.

01.02 **Talbia Belhouari** (PS): Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

01.03 **Luc Sevenhans** (Vlaams Belang): Het is nogal logisch dat ik als eerste het woord neem, want deze afzonderlijke plenaire zitting is er gekomen dankzij mijn interventies in de commissie. Dat de meerderheid voor een woensdag koos, maakt dat er, net zoals in de commissies, maar weinig belangstelling is.

De commissie Landsverdediging is langzamerhand een verlengstuk geworden van het kabinet-Flahaut. Ik begrijp dat meerderheidsleden graag hun minister steunen, maar er zijn grenzen. Toen ik in december van vorig jaar aandrang op een grondige begrotingsbespreking en bij aanvang van de vergadering het quorum vroeg, moesten de parlementsleden van de meerderheid halsoverkop naar het Parlement komen. Dat beviel ze allerm minst, want ze stonden op het punt samen met de minister naar warmere oorden te vertrekken. Hun

uiteenzettingen hebben overigens weinig indruk op me gemaakt. Ik heb bewust het woord 'papegaaien' gebruikt.

De wetsvoorstellen van de collega's Vautmans, Geerts en Belhouari in de commissie Landsverdediging zijn verkapte wetsontwerpen die door militairen geschreven zijn. Op die manier voorkomt men natuurlijk vervelende adviezen van de Raad van State alsmede overleg met lastige vakbonden. Een vreemde invulling van democratie.

Toen er in de commissie zware woorden vielen, viel de commissievoorzitter bovendien uit zijn rol. Helemaal erg werd het toen hij, nochtans zelf het Nederlands helemaal onkundig, me uitlechte omdat ik Frans met een accent sprak.

01.04 Philippe Monfils, voorzitter van de commissie voor de Landsverdediging: U vertelt onwaarheden. Ik uitte nooit enige kritiek op uw accent. Uw Frans is overigens veel beter dan mijn Nederlands. Ik heb u wel verweten de werkzaamheden van de commissie te belemmeren.

Ik vraag dat deze verklaring in het Integraal Verslag zou worden opgenomen.

De **voorzitter**: Al wat hier wordt gezegd, wordt zowel in het Integraal als in het Beknopt Verslag opgenomen.

01.05 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): Woorden zijn woorden. In elk geval lijkt de commissie steeds meer op een stellingenoorlog. Het is normaal dat er een goed contact is tussen de minister en zijn parlementsleden enerzijds en tussen de minister en de commissievoorzitter anderzijds, maar de heer Monfils is zeker niet de neutrale voorzitter die andere commissies wel hebben.

De minister vergeet niet wie voor hem heeft gewerkt. Hiervan getuigt zijn opvallende benoemingspolitiek. De heer De Crem zei ooit dat wie bij minister Flahaut binnenkomt als kolonel, als generaal vertrekt. Gelukkig zijn er ook generaals die op eigen kracht slagen. Overigens hadden sommigen die wel een duwtje gekregen hebben, het ook best alleen gekund. Via zijn benoemingspolitiek is de invloed van de minister op Landsverdediging in elk geval groot geworden en niet alleen aan de top.

Dit wetsontwerp versterkt nog op een onaanvaardbare manier de invloed van de politiek. De bespreking in de commissie duurde maar liefst elf uur. Het wetsontwerp telt 527 bladzijden en 272 artikelen, maar het werd pas op 21 november - de dag zelf van de bespreking! - aan de commissieleden bezorgd. Het zal wel geen toeval zijn dat het ontwerp werd ingediend in de drukste periode van het parlementaire jaar, waarin ook de programmawet, de begroting en de wet diverse bepalingen de revue passeren. Blijkbaar mocht er niet al te veel over het ontwerp worden nagedacht.

Het ontwerp is zonder twijfel belangrijk omdat het zowat alle andere statuten vervangt. Dat is een goede zaak, want het militaire statuut was een kluwen geworden. Het siert de militaire overheid dat ze nu voor overzichtelijkheid kiest, maar voor niet-militairen is het ontwerp moeilijk leesbaar. Dat er niet meer protest is gekomen, komt omdat vele militairen denken dat zij niets meer met de wijzigingen te maken zullen hebben. Nochtans heeft oud-kolonel Husniaux gezegd dat het nieuwe statuut meteen van toepassing zal zijn, zij het met overgangsmaatregelen en rekening houdend met leeftijd en loopbaanewolutie. Men loopt dus wel degelijk het risico van een interne overgang. Militairen die tegen hun zin een burgerstatuut moeten aannemen, vinden dat een degradatie. Bovendien zullen ze langer moeten werken.

Dat de militairen rustig blijven, komt ook omdat het echte ontslag enkel zal gelden voor wie nieuw wordt aangeworven. Dat zou ten vroegste in 2008 het geval zijn. In het ontwerp is overigens geen sprake van ontslag, maar van 'externe overgang'. Het betekent dat Landsverdediging de militair laat gaan, wat evengoed een soort ontslag is. Het woord 'beroepsmilitair' zal in de toekomst verdwijnen.

Het leger kampt met een leeftijdsprobleem. Als men de gemiddelde leeftijd echt wil laten dalen, moet men veel jonge mensen in dienst nemen of ouderen versneld laten vertrekken. Het woord 'beroepsmilitair' wordt eigenlijk vervangen door 'wegwerpmilitair', 'militair met beperkte houdbaarheid' of 'militair met vervaldatum'. Dit alles komt omdat een voormalig minister de dienstplicht heeft afgeschaft. Hierdoor zat het leger van de

ene dag op de andere met de problemen van een beroepsleger. Tot op heden heeft men geen tovermiddel gevonden om het probleem ten gronde aan te pakken. Het nieuwe Gemengde loopbaanconcept (GLC) zou nu het wondermiddel moeten worden. Het gaat hier evenwel om een oplossing op papier. Men maakt van een deel van de militairen burgers waardoor automatisch de gemiddelde leeftijd van de militairen zakt. Burgers niet-specifiek militaire functies taken laten uitvoeren is verdedigbaar, bijvoorbeeld als het gaat om de taken van de personeelsdienst. Met burgerkoks op een buitenlandse militaire missie vertrekken is echter een andere zaak.

01.06 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): Hoe gaan we burgers naar oorlogsgebied sturen? Vorige week kwamen twee Belgische militairen gekwetst terug uit Libanon. Volgens het GLC-statuuut worden deze mensen voortaan categorie D. Ze worden dus bedankt voor hun diensten en zijn vanaf dan geen militair meer. Het GLC-statuuut wil in de eerste plaats af van de oude militairen en dat is asociaal. Men mag er voortaan maar twaalf jaar werken, want men moet voldoen aan een aantal fysieke vereisten. In de Antwerpse haven daarentegen legt men de lat inzake productiviteit iets lager voor de oudere werknemers. De oudere werknemers buitenzetten zou trouwens meteen een staking veroorzaken. Het is dus voor de minister meegenomen dat militairen niet mogen staken.

Het probleem van de oudere werknemers doet zich ook voor in de bouwsector, De Post, de NMBS en bij de politie. Men gooit echter politiemensen niet buiten na twaalf jaar dienst. Aangezien het loon van een jonge militair lager ligt dan bij de politie en er vastheid van betrekking bestaat bij de politie, zal men natuurlijk eerst solliciteren bij de politie en dan pas bij het leger.

De minister verklaarde in de commissie dat "dit wetsontwerp het mensen mogelijk zal maken niet langer hun hele leven militair te blijven". De minister denkt blijkbaar dat de vastheid van betrekking voor werkzoekenden een soort belemmering vormt. Dit lijkt mij een heel vreemde redenering. Ik begrijp ook niet dat men in de wet het automatisch ontslag na twaalf jaar inbouwt, aangezien een militair altijd ontslag kon nemen.

De commissie Landsverdediging trok aanvankelijk slechts één dag uit voor de bespreking en stemming van dit ontwerp. Mijn pogingen om tot een echt debat te komen ketsten af op de minister en hij verhinderde persoonlijk dat de aanwezige militairen toelichting gaven. Ik heb drie weken lang de werking van de commissie tegengehouden, in de hoop dat er alsnog een ernstig debat zou van komen.

01.07 Philippe Monfils (MR), voorzitter van de commissie voor de Landsverdediging: Mijnheer Sevenhans, ik heb nooit beweerd dat het debat op een namiddag zou kunnen afgesloten worden. Het moest zoals gebruikelijk verlopen en wanneer het niet vóór de vakantie beëindigd was, kon het in januari worden voortgezet. Vermits de kamers niet vóór mei zullen ontbonden worden, hebben we nog tijd.

Uw houding heeft het debat onmogelijk gemaakt, vermits u niet opbouwend was en de zaal verlaten heeft. U verdraait de waarheid. Teveel is teveel.

01.08 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): Ik heb tot in den treure om dezelfde informatie gevraagd als de eenheden hadden gekregen. Men heeft dit echter tot het laatste ogenblik geweigerd.

01.09 Philippe Monfils (MR), voorzitter van de commissie voor de Landsverdediging: De tabel die de minister vermeldt, is een verduidelijking bij de tekst. Zelfs na uw 'vlucht' heeft de minister zich de moeite getroost om de zeventien vragen die u bij de voorzitter had achtergelaten, te beantwoorden. U vindt die antwoorden achteraan in het verslag (zie doc. nr. 2759/6, blz. 63-77). De verantwoordelijkheid ligt dus niet bij mij!

01.10 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): Ik heb de toelichting thuis bezorgd gekregen, na de stemming.

01.11 Philippe Monfils (MR), voorzitter van de commissie voor de Landsverdediging: De antwoorden werden reeds gegeven in het kader van de algemene bespreking of van de bespreking van artikel een, zoals dat gebruikelijk is. U moet het niet eens zijn met die antwoorden, maar ze werden niet zomaar afgehaspeld. Indien u het zes uur lang over de vorm van de vlag van 1830 heeft, is het niet meer dan normaal dat de collega's er genoeg van hebben en de commissie verlaten.

01.12 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): Ik heb die vragen bezorgd, omdat meer duidelijkheid broodnodig was. Ik wilde daarover een debat ten gronde voeren. De woordenwisseling met de minister verliep zo heftig, dat ik mij verplicht voelde om weg te gaan om nog meer geschreeuw te vermijden. Er zijn inderdaad nummertjes opgevoerd in de commissie en ik heb daarin ook mijn rol gespeeld. Ik beken schuld.

Mijn zeventien vragen werden inderdaad netjes beantwoord, sommige vragen zelfs heel uitgebreid en verhelderend. Jammer dat dit allemaal niet kon in een andere context.

01.13 Philippe Monfils (MR), voorzitter van de commissie voor de Landsverdediging: Om concrete antwoorden te krijgen, moesten gerichte vragen worden gesteld. Ik heb de medewerkers van de minister die antwoorden tijdens de vergadering zien voorbereiden, en ze werden ook daadwerkelijk meegedeeld.

01.14 Stef Goris (VLD): Ik sluit me aan bij de analyse van de commissievoorzitter. In de commissie Landsverdediging hebben drie commissieleden van VLD het woord genomen en het debat over dit zeer belangrijke wetsontwerp was aanvankelijk goed op gang gekomen. Er is aan dit ontwerp een intense voorbereiding voorafgegaan vanwege de dienst Human Resources van het leger, in samenspraak met de vakbonden. Ook onze buitenlandse bondgenoten keken ernaar uit hoe we het probleem met de leeftijdspiramide van het leger zouden oplossen.

Van de heer Sevenhans hebben we echter alleen afbrekende kritiek en niets ter zake doende vergelijkingen gehoord. Uit zijn mond hebben we geen ernstig alternatief mogen vernemen. Het is jammer dat het, net omwille van zijn gefilibuster, in de commissie niet tot een grondiger bespreking is kunnen komen. Dit wetsontwerp verdiende echt meer aandacht.

01.15 Theo Kelchtermans (CD&V): Wij zijn het er roerend mee eens dat dit een zeer belangrijk dossier is dat alle aandacht verdient. Helaas is er ook op onze vragen onvoldoende ingegaan. Ik kan dan ook begrip opbrengen voor de frustratie van de heer Sevenhans, ook al heeft mijn fractie niet dezelfde middelen gebruikt om dat te uiten. Door de talrijke verwijzingen naar uitvoeringsbesluiten is dit ontwerp bijna een soort volmachtenwet geworden. Het is dus niet juist dat wij het niet eens zouden zijn met de achterliggende visie, maar we hebben nooit antwoord gekregen op vragen over alle niet verder uitgewerkte punten in het ontwerp.

01.16 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): Het is inderdaad een soort volmachtenwet: eigenlijk weten we niet wat we hier aan het beslissen zijn. Als er gezegd wordt, "heb vertrouwen in ons, als het nodig is zullen we nog wel bijsturen", dan maak ik me toch wel zorgen. Dit dossier is net iets te belangrijk om het zomaar aan de minister over te laten.

01.17 Stef Goris (VLD): Er moeten inderdaad nog een aantal aspecten ingevuld worden met uitvoeringsbesluiten, maar dat is niet abnormaal. Dit ontwerp is tot stand gekomen in zeer nauwe samenwerking met de vakbonden. Ik vertrouw er dan ook op dat zulks ook bij het opstellen van de KB's het geval zal zijn. Deze regering en deze minister hebben al bewezen dat ze respect hebben voor de vakorganisaties en voor de mensen op het terrein. Ik doe hierbij een oproep om dat ook te doen bij de verdere uitwerking van het statuut.

01.18 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): Toen de meerderheid zei dat de vakbonden tevreden waren, was dat voor mij de eerste aanwijzing dat het een dovemansgesprek aan het worden was. Het klopt dat de liberale vakbond weinig opmerkingen had, maar er zijn nog drie andere vakbonden en die hadden een hele waslijst. Hun houding was hoogstens een "ja, maar". Waarschijnlijk heeft men ook hen proberen te paaien met de belofte dat het statuut indien nodig nog wel bijgestuurd zou worden.

Ik ben natuurlijk de vakbond niet. Ik moet morgen beslissen op welk knopje ik ga duwen en ik weet nog altijd niet waar deze tekst ons naartoe leidt. Ik hoor dat er misschien wel honderd uitvoeringsbesluiten nodig zijn, die dan misschien nog door een andere minister zullen moeten genomen worden. Tijdens de bespreking had ik de hele tijd het gevoel dat men een werkelijk debat uit de weg ging, omdat de zaak te gevoelig ligt. Ook in de presentatie die de militairen hebben gekregen werd vaak gezegd "dit is op jullie niet van toepassing" of "dat zullen jullie niet meer meemaken".

01.19 Stef Goris (VLD): Wat is nu eigenlijk het alternatief van het Vlaams Belang voor de gezondmaking van de leeftijdspiramide binnen de krijgsmacht?

01.20 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): Pas binnen twaalf of zelfs veertien jaar zal blijken of het GLC-statuuat werkt. Er zijn toch nog landen met een krijgsmacht. Overal wordt men met hetzelfde probleem geconfronteerd. Is men al eens gaan kijken hoe zij het oplossen?

Er moet wellicht gedacht worden aan versnelde afvloeiingen. Dat is toch ook gebruikelijk in de industrie. In de haven van Antwerpen bijvoorbeeld worden arbeiders op 55-jarige leeftijd met brugpensioenen gestuurd.

01.21 Stef Goris (VLD): Hoor ik het goed dat het Vlaams Belang voorstelt om alle militairen op 55 met pensioen te sturen?

01.22 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): Ik geef hier geen tegenvoorstel, ik doe enkel een denkoefening. Ik geef gewoon aan dat het probleem begonnen is bij de afschaffing van de dienstplicht, bij wijze van verkiezingsstunt.

01.23 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Het doet onze collega Goris blijkbaar pijn dat een oppositiedid met kennis van zaken aantoonat dat het nieuwe plan langs alle kanten lekt en dat het sociaal overleg niet heeft geleid tot een grote consensus binnen het leger.

01.24 David Geerts (sp.a-spirit): Het zou toch interessant zijn om te horen welk plan Vlaams Belang dan in gedachten heeft.

01.25 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Wie een wantoestand aan de kaak stelt krijgt van deze meerderheid steevast te horen dat het de schuld is van de CD&V die het destijds verknoeid heeft en dat het Vlaams Belang maar moet zwijgen omdat het toch geen alternatief heeft. Met zo'n excuses lost paars nooit problemen op.

Het is niet de taak van mijn fractie om een alternatief plan-Flahaut uit de doeken te doen. De minister moet zijn werk zelf doen. Mijn constructief voorstel is om te bezuinigen op de bouwlasten van de Zeecomponent en desnoods ook op die van de Landcomponent.

01.26 Stef Goris (VLD): Deze regering heeft tenminste de moed gehad om dit oude probleem eindelijk aan te pakken en naar een oplossing te zoeken. Vandaag ligt die oplossing die met een brede consensus werd bereikt, op tafel. De vakbonden moeten natuurlijk het onderste uit de kan halen, dat is hun job.

Het Vlaams Belang schiet de oplossing zonder meer af. Ik vraag enkel naar hun alternatief, maar dat heeft die partij niet.

01.27 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): De oppositie moet geen beleid voeren, het is haar taak om de vinger te leggen op de zwakke punten in het beleid van de regering. Uiteraard is de tekst van het ontwerp doordacht, er is immers jarenlang aan gewerkt. Het is echter niet meer dan een aanzet, dat mijn vertrouwen niet kan wekken. Ook de vakbonden staan er niet achter, al beweert de minister van wel.

Het Vlaams belang kant zich tegen dit GLC-statuuat om meerdere redenen.

Militairen worden na twaalf jaar dienst aan een oriëntatieproces onderworpen: ofwel worden ze daarna burgerambtenaar bij Defensie ofwel keren ze helemaal terug naar het burgerleven ofwel blijven ze militair. Wordt een militair opnieuw burger, dan zal hij daarbij begeleid worden door het leger, zij het dan zonder enige vorm van garantie op succes. Dit nieuwe statuuat is een soort afkooksel van het vroegere tijdelijke kader dat in 1976 was ingevoerd, maar in 1990 opnieuw werd afgevoerd omdat het niet sociaal was.

Het woord 'beroepsmilitair' kunnen we beter uit onze woordenschat schrappen. Het nieuwe statuuat zal de werkloosheidscijfers zeker omhoog sturen.

Het wordt uit het ontwerp niet duidelijk welke uitverkorenen militair zullen mogen blijven. Het zal druk worden op de zitdagen van de minister! De selectiecriteria in artikel 122 zijn zo vaag dat men er alle kanten mee uit

kan. Het actuele systeem van de bevorderingscomités blijft behouden, maar deze zijn onbesproken noch transparant.

Verder is het nieuwe statuut heel nadelig voor mensen die sociale promotie hebben benut. Die discriminatie is er ondertussen uitgehaald via een amendement van de meerderheid.

Voor de laagste graden biedt het GLC-statuuut geen financiële verbetering. Men heeft verklaard dat het niet echt een pecuniair wetsontwerp is, maar ik zie niet in waarom dat er eventueel niet kan instaan.

Voor de nieuwe pensioenberekening zal voor onaangename verrassingen zorgen. Het GLC-statuuut bepaalt immers dat slechts drie toelagen in aanmerking worden genomen voor de berekening van de rust- en overlevingspensioenen.

Het GLC-statuuut beperkt ook op een ongeoorloofde manier de politieke rechten van de militair. Ze mogen zich wel kandidaat stellen, maar ze mogen niet eens hun eigen kandidatuur verdedigen. Onaanvaardbaar is bovendien dat gewezen militairen zich niet meer zullen mogen aansluiten bij een niet-politieke vakbond. De discussie daarover zal binnen Defensie ongetwijfeld woeden.

Uiteraard staan er ook een paar goede dingen in het ontwerp. De militairen hebben het immers zelf geschreven en halen hun eigen statuut uiteraard niet onderuit. Toch is de materie dermate complex dat het vandaag heel moeilijk is de volledige draagwijdte van dit ontwerp in te schatten. Het is een opgave om door de bomen het bos nog te kunnen zien. Ik roep mijn fractie dan ook op het wetsontwerp niet goed te keuren.
(*Applaus van het Vlaams Belang*)

01.28 Philippe Monfils (MR): Een leger om wat te doen? De soldaten zien er weliswaar goed uit wanneer ze op 21 juli defileren, maar het is niet omdat men van dat schouwspel houdt, dat men automatisch ook inziet dat het leger noodzakelijk is en dat men zich bewust is van wat het kost, namelijk momenteel circa 2,5 miljard euro per jaar.

Ja, een Staat zoals de onze moet over een binnenlandse defensie blijven beschikken en moet ook deelnemen aan inspanningen om de vrede te herstellen of te handhaven in het kader van internationale operaties, vooral nu ons land zitting heeft in de VN-Veiligheidsraad.

Om die taken te vervullen, moet het Belgisch leger beschikken over goed opgeleide en inzetbare mannen en vrouwen en een aangepaste uitrusting.

Door perfect opgeleid en getraind personeel voor de toegewezen opdrachten in te schakelen, kan België ten volle tot de vredesoperaties bijdragen. De vaststelling dat ons leger over te weinig personeel beschikt, dat bovendien te oud en onvoldoende operationeel is, is echter niet nieuw. Om die toestand te verhelpen, werd het concept van de gemengde loopbaan al een hele tijd geleden aangekondigd, uitgewerkt, besproken met de vakbonden en binnen de meerderheid, om ten slotte in de vorm van een wetsontwerp aan de Kamer te worden voorgelegd.

De houding van een parlamentslid dat, in plaats van te debatteren, zijn kritiek te verwoorden, te zeggen dat hij het oneens is met de tekst, amendementen voor te leggen en te verdedigen, ervoor heeft gekozen de bespreking van het ontwerp te blokkeren door bijvoorbeeld over het uniform van de Franse strijdkrachten in 1830 uit te weiden, kan ik alleen maar betreuren en zelfs veroordelen. Het werd nog erger toen in sommige teksten die in de commissie werden voorgelegd, een bizar standpunt over onze geschiedenis naar voren werd gebracht. Volgens die teksten zouden slechts twee personen in België tijdens de Tweede Wereldoorlog hebben gecollaboreerd: Léon Degrelle en Koning Leopold III. Dat is totaal onaanvaardbaar. (*Protest van de heer Sevenhans*)

Mijnheer Sevenhans, u zal wellicht antwoorden dat u die teksten niet hebt goedgekeurd. U hebt ze echter wel ingediend en hebt gevraagd dat ze onder de parlementsleden zouden worden verdeeld. U hebt die teksten voorgelezen, met uitzondering van een halve bladzijde, toevallig diegene die ik daarnet heb vermeld! Dat is toch al te gemakkelijk!

01.29 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): De bewuste passage stond in mijn werkdocument. De voorzitter had mij gevraagd om dit werkdocument ter beschikking te stellen van de diensten, zodat zij gemakkelijker konden volgen. Ik heb die alinea niet voorgelezen. De voorzitter had het echter gelezen en daarop is men mij beginnen aan te vallen, maar ik heb geweigerd die zaken uit te spreken. De heer Monfils moet dus geen leugens vertellen. Ik wil hier bij het onderwerp blijven, het GLC-statuuut.

01.30 Philippe Monfils (MR): Mijnheer Sevenhans, de feiten spreken voor zich. U heeft een document verspreid dat u op die ene passage na volledig heeft doorgenomen. Dat heeft trouwens tot een zeer heftige reactie van de vertegenwoordigers van de democratische fracties en partijen in onze commissie geleid. Volgens hen was dat onaanvaardbaar.

U kan wel stellen dat u de tekst niet heeft goedgekeurd. Dat is best mogelijk. Ik stel alleen maar vast dat iedereen die tekst heeft ontvangen en dat u niet gevraagd heeft om er hoe dan ook geen ruchtbaarheid aan te geven. Dat is de ware toedracht van de zaak!

01.31 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): Ieder heeft natuurlijk zijn eigen waarheid. Ik herhaal dat deze woorden alleen geschreven stonden in een werkdocument en dat ik ze nooit hardop heb gezegd, omdat ik niemand wil beledigen. De voorzitter speelt hier een spel. Ik heb nooit gevraagd om dit werkdocument, dat oorspronkelijk enkel een leidraad was voor mezelf, uit te delen aan de commissieleden. Dat zijn de feiten. Voor mij is dit incident gesloten.

01.32 Philippe Monfils (MR): Wanneer ik een tekst lees, neem ik daar ofwel de volle verantwoordelijkheid voor, ofwel verklaar ik me niet akkoord met zijn inhoud.

01.33 David Geerts (sp.a-spirit): Alle democratische politici hebben het recht en de plicht om in het Parlement daden die de democratie ondermijnen, met alle mogelijke middelen te bestrijden en om acties te ondernemen, zodat dergelijke dingen niet meer kunnen gebeuren.

01.34 Philippe Monfils (MR): Ik heb enkel nog maar kritiek gehoord op het wetsontwerp, terwijl u bijna negen en een half uur van het elf uur durende debat heeft gesproken. U heeft gewoon een aantal teksten opgelezen om te vermijden dat de discussie opschoot. Vervolgens bent u weggegaan. De CD&V heeft de vergadering ook verlaten.

Als de evenementen zich op deze wijze hebben voortgezet, dan is dat niet de schuld van de meerderheid. Bovendien, als het slechte humeur zich niet had verspreid over de banken van de oppositie, dan zou het debat normaal en sereen zijn verlopen.

Deze hervorming van de loopbaan moet vier doelen bereiken: een vermindering en een verjonging van het personeel, een daling van de personeelskosten en een vereenvoudiging van de statuten.

De tekst telt inderdaad 272 artikels; Toch gaat het om een coördinatie van het geheel van de bestaande bepalingen. Wij hebben derhalve een volledig en coherent statuutontwerp opgesteld. Men vindt er ontegenzeggelijk nieuwe ideeën in, maar diverse bepalingen stonden reeds in het oude statuut.

Concreet betekent het concept gemengde loopbaan dat de militairen niet meer militair zullen zijn voor het hele leven, dat wil zeggen, gedurende hun gehele professionele loopbaan.

Na twaalf jaar operationele loopbaan volgt de militair een oriëntatieproces dat zal uitmonden in de voortzetting van zijn operationele militaire loopbaan, in een interne overgang naar een positie als ambtenaar bij Defensie, of in een externe overstap naar een loopbaan buiten het leger. Om te komen tot de meest aangewezen oriëntatie zal ten volle rekening gehouden worden met de wil van de militair in kwestie, zowel op het vlak van het soort functie als op het vlak van andere elementen die bepalend zijn voor de combinatie van werk en privéleven.

In het kader van de voortgezette loopbaan of van de interne overgang heeft de militair het recht om tot drie maal toe een voorstel te weigeren dat hem of haar niet geschikt lijkt. In geval van externe overgang is in een programma van beroepsomschakeling voorzien.

Zij die opteren voor een burgerlijke loopbaan zetten zeker geen stap terug. Het is echter duidelijk dat een militair geen ambtenaar is als een ander, en dat hij of zij die kiest voor een carrière als burgerlijk ambtenaar daar de gevolgen van moet dragen.

Met het gemengde loopbaanconcept treedt een nieuw systeem van beoordeling en operationele categorisering in werking in functie van criteria van fysieke en mentale geschiktheid. De overgang naar een lagere categorie is echter niet definitief.

Er is in overgangsmaatregelen voorzien voor militairen die reeds in dienst zijn.

Er zullen veel koninklijke besluiten moeten genomen worden. Er zal met de vakbonden overleg gepleegd worden over de uitvoeringsmaatregelen. De minister heeft beloofd het Parlement op de hoogte te houden van de technische en administratieve voortgang in dit dossier.

Tijdens het debat in de commissie heb ik twee vragen gesteld. De eerste ging over de mogelijkheid om na de eerste tien of twaalf jaar een operationele loopbaan voort te zetten, en die mogelijkheid bestaat voor de militairen met een goede fysieke conditie. Mijn tweede vraag ging over de carrièremogelijkheden buiten Defensie. Op dat vlak vormen de opleidingsprogramma's en de programma's voor loopbaanomschakeling een eerste antwoord, dat aangevuld wordt met de ondertekende overeenkomsten met de privésector en de overheid. We kunnen alleen maar hopen dat het aanbod aan externe loopbaanmogelijkheden voldoende groot zal zijn. Het gaat uiteraard om een middelenverbintenis en niet om een resultaatverbintenis.

Dit ontwerp dat kadert in een perspectief op middellange termijn, is zeker positief en vindingrijk.

Ik ben steeds van mening geweest dat men zoveel mogelijk gevolg moest geven aan de oproepen om aan buitenlandse operaties deel te nemen en ik betreur dat men met een leger van 45.000 mannen en vrouwen slechts 1.200 à 1.500 manschappen in het buitenland kan inzetten. Voortaan zal het leger kleiner maar gemakkelijker inzetbaar zijn. Een dergelijk leger is ongetwijfeld aantrekkelijker voor de jeugd.

01.35 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): De heer Monfils gelooft dat het nieuwe statuut mensen zal motiveren om toe te treden tot het leger. Kan hij dat toelichten? De werkzekerheid verdwijnt immers: na twaalf jaar wordt beslist of iemand kan blijven of niet.

Graag zou ik ook weten hoe hij tot de conclusie komt dat een kleiner leger meer kan doen.

01.36 Philippe Monfils (MR): Alle loopbanen zijn veranderd, niet alleen in het leger. We bieden de militairen mogelijkheden naargelang van hun wensen. Jongeren die in een militaire loopbaan geïnteresseerd zijn, kunnen er volledig voor gaan. Na twaalf jaar kunnen ze naar het burgerpersoneel overstappen als ze dat wensen. Daarin ligt net de aantrekkingskracht van de nieuwe formule. Ik denk dat de ontwikkeling van de rekrutering me gelijk zal geven.

De wereld staat niet stil. In het licht van de technologische groei hebben we gemotiveerd personeel nodig.

Ik denk dat de loopbaanmobiliteit vandaag een werkelijkheid is geworden en dat men niet bang moet zijn van verandering. Ik geloof in die moderne en dynamische visie die, toegegeven, niet van enig risico is gespeend. Maar denkt u niet dat het risico, in de wereld zoals we die vandaag kennen, ook het enthousiasme van de jongere generaties kan opwekken? We zullen moeten afwachten of de rekrutering binnen twee à drie jaar, wanneer het systeem in werking is, nog zal volstaan.

Wie in de operationele sector van het leger aan de slag gaat, weet dat zulks risico's inhoudt. Maar tegelijkertijd lonkt het buitenland. Ik denk niet dat het departement Landsverdediging een toevloed aan burgerpersoneel zal kennen. Wanneer ik de minister tijdens zijn verplaatsingen vergezel, kom ik geen ontevreden militairen tegen. Integendeel, sommigen zeggen me dat ze teleurgesteld zijn als ze moeten terugkeren.

01.37 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): De heer Monfils zegt "dat we wel zullen zien", maar hij draait om de hete brij heen. Nooit heeft hij gezegd dat hij ervan overtuigd is dat het statuut voor een vlottere aanwerving zal zorgen. Wie geïnteresseerd is in een loopbaan bij het leger, overweegt misschien ook de politie of de

brandweer. Wie op zijn achttiende bij de politie gaat, weet echter dat hij daar in principe tot zijn pensioen kan blijven. Waarom zou hij dan nog voor Defensie kiezen? Wie op zijn dertigste bij de externe overgang terechtkomt, zal in het burgerleven niet veel kunnen aanvangen met twaalf jaar ervaring als artillerist. Hij zal onderaan de ladder moeten beginnen en een achterstand hebben op leeftijdsgenoten met meer nuttige ervaring.

01.38 Philippe Monfils (MR): Ik zet in op het enthousiasme van de jeugd.

Het statuut bepaalt niet dat de betrokkenen na twaalf jaar het leger moeten verlaten: zij kunnen hun loopbaan voortzetten in operationele functies of als lid van het burgerpersoneel, of zij kunnen nog een baan zoeken buiten het leger. De enige onzekerheid betreft het aantal banen dat buiten het leger zal kunnen worden gevonden. Er werden al akkoorden gesloten om de betrokkenen de kans te bieden elders aan de slag te gaan. De gediversifieerde opleidingen die door het leger worden aangeboden zouden dergelijke heroriënteringen mogelijk moeten maken. Ik denk niet dat uw pessimisme het zal halen op mijn optimisme.

Mijnheer de minister, nu moeten wij ons nog bekommeren om de "soldaat van de toekomst", die in vele landen al een realiteit is. De digitalisering van het slagveld is een belangrijke uitdaging voor de beveiliging van de soldaten, waarop wij ons moeten voorbereiden als wij over tien jaar nog iets op het terrein willen kunnen ondernemen.

De MR zal dit toekomstgericht ontwerp goedkeuren. (*Applaus*)

01.39 Pieter De Crem (CD&V): Gezien het belang van dit ontwerp, dachten wij dat in de commissie een stevig inhoudelijk debat zou worden gevoerd. De meerderheid gaf aanvankelijk de indruk dat dit inderdaad het geval zou zijn. De regering riep de urgentie in, maar dat was omdat minister Flahaut de hervorming van het statuut nog op zijn naam wou schrijven. Het ontwerp moest binnen een strikt tijdschema en zonder veel debat door Kamer en Senaat worden geloodst.

De briefing in de commissie was dit keer geen uitgebreide *slideshow*, maar een mondelinge toelichting zonder documenten. Het ontwerp bevat echter 272 artikelen en heel veel delegaties aan de Koning. Zonder toelichting kan de draagwijdte van het ontwerp dus onmogelijk worden ingeschat. Alles staat of valt met de uitwerking via KB's.

Tijdens de laatste, incidentrijke commissievergadering heeft de meerderheid het ontwerp halsoverkop en in onze afwezigheid goedgekeurd. Nochtans hadden we de meerderheid net gezegd dat we haar de tijd wilden geven om zelf een tijdpad voor te stellen voor een grondige discussie.

De minister heeft weinig of geen verdienste aan de totstandkoming van het ontwerp. Het kwam er omdat de militairen bekommerd zijn over de eigen toekomst na de tocht door de woestijn die ze sinds 1999 moesten doormaken. Zij zijn de motor, maar zonder kader en instrumenten kan de krijgsmacht helaas niet opereren. Ondanks onze welwillende houding is dit cruciale debat nog niet gevoerd. Ook na de goedkeuring van het GLC is een fundamenteel debat nodig over de toekomst van de militairen, welke taken ze zullen opnemen en met welke instrumenten ze zullen opereren. De vraagstelling valt samen met de regeerperiodes van paars-groen en paars. De politieke vraag is hoe de regering in die periode de problematiek van internationale veiligheid en defensie heeft benaderd. Omdat er sedert het aantreden van minister Flahaut heel veel incidenten waren, wil hij aan het einde van de rit de goede werken van de militairen als een pluim op de eigen hoed steken.

De afgelopen acht jaar zijn jaren van algemene verschrikking, zowel voor de militairen, het departement en het imago van België in het buitenland.

Als men verleden niet kent, kan men de toekomst niet voorbereiden. De eerste nota over de legerhervorming was zagezegd een realistische en pragmatische benadering, maar de aanpak was zo onrealistisch, theoretisch en doctrinair dat de coalitiepartners de minister dwongen om van dit werkstuk af te zien. De minister sprak oorspronkelijk terecht over een krachtlijnennota 2000-2005 die verder moest worden geconcretiseerd in een plan op middellange termijn 2002-2015. Onze fundamentele kritiek hierop was dat een plan van vijftien jaar zonder *checks and balances* voor de uitvoering ervan binnen een regeerperiode niet realistisch is. We vermeldde toen meermaals dat de minister geen rekening hield met het nieuwe statuut

voor de militairen en ook het burgerstatuut kreeg toen nog geen aandacht.

De logica van de minister was er een van schrappen en niet beslissen. Ik verwijs ook naar het dossier van de mijnenvegers, het strategisch transportschip en de al dan niet deelname aan het dossier Joint Strike Fighter waaraan vrijblijvende denkoefeningen werden verbonden. De communautaire scheef trekking en de spanningen die daaruit voortvloeien zijn logistiek en operationeel een feit. De minister hield zijn betogen trouwens acht jaar lang niet in het Nederlands, de taal van de meerderheid in dit land. Hij vond dat de 60/40-taalverhouding moest springen. Zijn visie ging in tegen de visie van de Vlaamse partijen en de voorstelling dat het leger het laatste bindmiddel van het land is. CD&V beschouwt zich als de behoeder van de Grondwet. Er is een ongeschreven grondwetregel die men uit de artikels kan afleiden, de 60/40-taalverhouding namelijk.

De legerhervorming en de reorganisatie van de kazernes in het bijzonder illustreren de communautaire scheef trekking, hoewel de minister steeds spreekt over federale en regionale evenwichten. De afschaffingen en de herstructureringen in Wallonië zijn minder ingrijpend en omvangrijk dan in Vlaanderen. De historische verdeling van de militaire inplantingen was steeds een voorwendsel om het operationeel zwaartepunt van de Belgische strijdkrachten, om redenen van tewerkstelling, naar het zuiden van het land te verplaatsen.

Op een bepaald ogenblik nam de minister onze kritiek echter over in een brief aan premier Verhofstadt en toenmalig minister van Begroting Vande Lanotte. Hij had het over te weinig middelen voor personeel, investeringen en trainingen, de repercussies daarvan op onze volledige inzetbaarheid, onze Europese en internationale geloofwaardigheid en verbintenissen, en niet het minst op de motivatie en de veiligheid van het personeel. Maar verandering is er niet gekomen.

Typisch voor het beleid van minister Flahaut is zijn eigengereide optreden, bijvoorbeeld in het dossier van de aalmoezeniers en de rupsbanden voor de Leopards. We zagen heel wat belachelijke vertoningen en verkeerde beslissingen in de commissie tot stand komen, bijvoorbeeld inzake de militaire muziekkapellen, de 90 mm-kanonnen en Neder-over-Heembeek. Dit laatste dossier bewijst dat een vernieuwend personeelsbeleid nooit van deze minister kan komen. Zijn houding in dit dossier was ethisch en deontologisch onverantwoord.

We vroegen enkele keren het ontslag van de minister, maar de onverschilligheid van de meerderheidspartijen in de heikele dossiers redde de minister.

Dit beleid beïnvloedde ook het buitenlands imago van België. Samen met Louis Michel was minister Flahaut de sterkhouders van een soms potsierlijke diplomatie. De beledigende uitspraken aan het adres van de VS in januari 2004 zorgden voor een fikse rel. De minister etaleerde zijn voorkeur voor de Democraten en sprak over de inefficiëntie van het Amerikaanse leger. Ook uitte hij opmerkingen over het optreden van de VS in Irak en Afghanistan. Hij werd door de eerste minister berispt in een brief, waarin zijn uitspraken werden bestempeld als zijnde ongepast tegenover een bondgenoot.

Het is ook eigenaardig dat de minister in interviews met de regelmaat van de klok het engagement van de regering-Verhofstadt bij de transatlantische betrekkingen ondermijnt. In de beleidsverklaring van oktober 2004 brak de premier een lans voor actieve participatie bij de vredesoperaties van de VN, de Europese Unie en de NAVO, maar tijdens een informele NAVO-top in Roemenië stelde de minister voor om de NAVO-vredesmacht na de presidentsverkiezingen geleidelijk terug te trekken uit Afghanistan en hij kondigde een drastische vermindering aan van het aantal Belgische soldaten in Afghanistan aan.

Heel ons diplomatiek corps, onze minister van Buitenlandse Zaken en onze militairen hebben zich daar zo voor uit de naad gewerkt, en dan komt minister Flahaut ineens verklaren dat het wat hem betreft gedaan is. De premier moet echt razend zijn op zijn minister van Defensie, want elke keer dat hij erin geslaagd is de plooiën weer wat glad te strijken, recidiveert Flahaut met een nieuwe krasse uitspraak. Een mooi voorbeeld is zijn opmerking dat er in Noord-Amerika een volkerenmoord op de indianen heeft plaatsgevonden, die 15 miljoen slachtoffers heeft gemaakt en tot op vandaag voortduurt. In een officiële regeringsmededeling werd vermeld dat dat soort 'fratsen' niet door de beugel kunnen als het over een bondgenoot gaat. En dan moeten

wij in die minister vertrouwen stellen om dit dossier tot een goed einde te brengen.

De kabinetschef van de minister ging zelfs zover de Belgische solidariteit in NAVO-verband ter discussie te stellen! Buitenlandse Zaken heeft zich onmiddellijk van die uitspraak gedistantieerd, en terecht.

Toen de Amerikaanse minister van Defensie Rumsfeld ontslag nam, verklaarde de minister dat dit "een bijkomende overwinning was bovenop de klinkende overwinning van de Democraten". *Adding insult to injury...* Zelfs McCarthy heeft het in zijn beste dagen nooit zover gebracht en ook tijdens het impeachment van Nixon is niemand ooit zover gegaan.

Het 'statuut-Somers' – en dan bedoel ik generaal Somers - komt zeker niet te vroeg, maar er zijn nog te veel onzekere factoren, zoals de evolutie van de arbeidsmarkt en de beschikbare middelen. Het GLC moet niet alleen de personeelssituatie verbeteren, het luidt ook een nieuwe manier van denken over de militaire carrière in. De vastheid van betrekking vervalt. Het personeel zal kunnen kiezen tussen de voortgezette loopbaan, de interne overgang naar de administratie van Defensie en de externe overgang naar andere overheidsdiensten of naar de privésector. De vakorganisaties hebben zich verzet tegen het feit dat het statutaire karakter verlaten wordt, omdat dit een precedent kan scheppen voor de andere overheidssectoren en een soort onzekerheid wordt gecreëerd, waardoor ook de relatie werknemer-werkgever zal veranderen. De vraag is of de werknemer dan nog bereid zal zijn om zich flexibel op te stellen en de nadelen van het militaire beroep te aanvaarden.

Het is nog maar de vraag of het vooropgezette cijfer van 10.000 burgerfuncties wel realistisch is. Op het ogenblik dat het concept volledig operationeel wordt, zal men intensiever jonge mensen moeten rekruteren, want er zal meer verloop zijn. Dat is een van de aspecten die in de commissie jammer genoeg niet besproken zijn.

Het is nog moeilijk het effect van de overschakeling naar het burgerstatuut in te schatten. In elk geval mag de overstap van de militaire naar de burgerlijke carrière geen negatieve keuze worden.

Het zal nog tien jaar duren voor de eerste oriëntaties zullen plaatsvinden. Dat is wel heel erg lang.

Er blijven nog veel onduidelijkheden, die zeker nog tot discussies zullen leiden. Als gevolg van latere bijstellingen zou het eindresultaat wel eens heel anders kunnen zijn dan aanvankelijk vooropgesteld.

De Inspectie van Financiën merkte op dat er niet voor bijkomende middelen wordt gezorgd. De meerkosten moeten dus gecompenseerd worden door interne besparingen. Men kan zich afvragen of dat realistisch is. Zo is er geen rekening gehouden met de vormingskosten bij outplacement, die 5.000 euro per militair bedragen.

De Raad van State maakt een fundamentele opmerking over de verenigbaarheid van het ontwerp met artikel 182 van de Grondwet. Luidens dat artikel bepaalt de wet op welke wijze het leger wordt aangeworven. Een aantal delegaties aan de Koning en subdelegaties aan de minister is geschrapt, maar andere bleven staan. Er werd gezegd dat het ontwerp nu "meer in overeenstemming is" met artikel 182. Dat is natuurlijk approximatieve wetgeving. Ofwel is iets in overeenstemming met de Grondwet, ofwel niet. Het bewuste artikel is dus eigenlijk geschonden, wat tot procedures voor de Raad van State en prejudiciële vragen aan het Arbitragehof zal leiden.

Onze fractie heeft trouwens ernstig overwogen om het ontwerp, met onze amendementen, voor te leggen aan de Raad van State. Veel hangt af van het antwoord dat we van de minister zullen krijgen.

Artikel 10, lid 2 van de Grondwet bepaalt bovendien dat alleen Belgen tot de militaire bedieningen benoemd kunnen worden, behoudens de uitzonderingen die voor bijzondere gevallen door de wet kunnen worden gesteld. Onze fractie is niet principieel tegen het toelaten van niet-Belgen, maar conform de logica van het EU-burgerschap en de uitbouw van een Europese defensie moet dit voor ons beperkt blijven tot EU-onderdanen. Het advies van de Raad van State is op dit punt duidelijk: alleen in uitzonderlijke gevallen kunnen niet-Belgen toegelaten worden.

01.40 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Dit is toch geen constructieve opmerking! Wat moet er dan gebeuren met alle PS-kiezers die nog geen Belg zijn?

01.41 Pieter De Crem (CD&V): Zoals de Brusselse MR aan den lijve ondervonden heeft, was de snel-Belgwet een manier om PS-kiezers bij te maken. Dit statuut is een tewerkstellingsmachine voor PS-kiezers.

Een vaak terugkerend argument is de situatie in het buitenland. De militaire carrière in landen als Spanje, Frankrijk of Duitsland is vaak een pak aantrekkelijker dan hier en het gaat ook meestal om een homogeen taalgebied.

Mijn fractie is tegen het openstellen van het leger voor vreemdelingen en tegen het leger als hefboom voor integratie. Het openstellen van het leger voor vreemdelingen is niet alleen strijdig met de Grondwet, maar ook met Europese regelgeving. Artikel 39 van het Verdrag van Rome voorziet in vrij verkeer van werknemers binnen de Unie, maar ook in uitzonderingen voor jobs bij overheidsdiensten, waaronder de Krijgsmacht.

De Raad van State adviseert daarom heel duidelijk om de bepalingen volgens welke niet EU-burgers worden toegelaten in het leger, te schrappen. Wij roepen de meerderheidspartijen op dit advies niet zomaar naast zich neer te leggen. Hierop verwachten wij een antwoord.

De ingrijpende wijziging van de organisatie van de Krijgsmacht impliceert eigenlijk een grondwetswijziging om alle interpretatieproblemen te vermijden.

De amendementen die we daarover hebben ingediend in de commissie dienen we nu opnieuw in. Een ervan wil ik onder de aandacht brengen.

Ons land telt een zeventigtal jongeren tussen 16 en 18 jaar met een militair statuut, omdat zij als kandidaat-beroepsonderofficieren studeren aan de Militaire School. Omdat België het facultatieve protocol bij het Kinderrechtenverdrag inzake de betrokkenheid van kinderen in gewapende conflicten geratificeerd heeft, werd in onze nationale wetgeving ingeschreven dat minderjarigen niet kunnen worden ingezet bij gewapende operaties. Niettemin blijven het volgens het internationale humanitaire recht militairen.

De bespreking van het nieuwe statuut voor de militairen is daarom de ideale gelegenheid om de leerlingen een burgerstatuut te geven of de toegangleeftijd tot de Militaire School op te trekken.

Het ontwerp is voor onze fractie inhoudelijk een belangrijke stap in de goede richting. De politieke invulling ervan en de keuzes die onvermijdelijk zullen moeten worden gemaakt, liggen moeilijker. Het was van bij het prille begin duidelijk dat Landsverdediging geen prioriteit was van paars. Bij elke begrotingsopmaak of begrotingscontrole moest Defensie inleveren. Ondertussen is het maatschappelijk debat over landsverdediging nagenoeg dood. Toch moet Defensie een vooraanstaande rol in de Belgische politiek blijven spelen.

Mijn fractie zal inhoudelijk het concept van het GLC steunen, maar kan onmogelijk instemmen met de manier waarop de meerderheid dit ontwerp door het Parlement heeft gejaagd. Daarom zullen de Vlaamse christendemocraten zich bij de stemming onthouden. (*Applaus bij CD&V*)

01.42 Talbia Belhouari (PS): Het wetsontwerp is een onderdeel van de vele inspanningen die worden geleverd om ons leger te moderniseren.

Met het nieuwe statuut van de militairen van het actief kader wordt getracht de operationele inzetbaarheid van onze Krijgsmacht te laten samengaan met een efficiënt maar sociaal personeelsbeleid. Op die manier wordt een evenwichtig antwoord aangereikt, waarvan wij menen dat het zoveel mogelijk rekening houdt met de noden van het departement Landsverdediging als met die van het personeel.

Dank zij het concept van de gemengde loopbaan zal het nieuwe statuut van de militairen Landsverdediging in staat stellen onze Krijgsmacht geleidelijk te verjongen en op termijn een gepaste leeftijdspiramide in stand te

houden. Dat statuut zal het ook mogelijk maken het specifieke karakter van het beroep van militair te behouden, het te herwaarderen en het aantrekkelijker te maken voor jongeren die zich echt geroepen voelen om dat beroep uit te oefenen. De militairen zullen bovendien zelf hun loopbaan kunnen sturen, door nieuwe vaardigheden te verwerven of dank zij de begeleiding die hen bij het maken van hun beroepskeuzes zal worden aangeboden.

Na een initiële militaire loopbaan zullen de militairen dus in het kader van een geïndividualiseerd oriëntatieproces, hun beroepstraject kunnen herzien en hun eigen wensen kenbaar kunnen maken. Zij zullen hun militaire loopbaan kunnen voortzetten en overgaan van een technische functie naar een functie voor de begeleiding van jonge rekruten, kiezen voor een loopbaan als overheidsambtenaar binnen Defensie waar zij een ondersteunende functie zullen vervullen of hun vaardigheden bij een werkgever in de openbare of de particuliere sector kunnen aanwenden.

Het departement van Landsverdediging, andere departementen en de Selor maken noodzakelijk deel uit van deze voorbereiding. Met de departementen Werk en Opleiding van de Gewesten en de Gemeenschappen zullen protocolakkoorden worden gesloten opdat de door Defensie verzorgde opleidingen in andere sectoren ten nutte zouden kunnen worden gemaakt.

Laten we overigens onderstrepen dat de sector Defensie jonger personeel met een grotere mobiliteit nodig heeft.

Bovendien harmoniseren de bepalingen van het nieuwe statuut van de militairen de pensioenen volgens het principe dat het specifieke karakter van het militaire beroep vraagt om specifieke bepalingen. Het nieuwe statuut van de militairen biedt zowel Defensie als de Pensioenen de gelegenheid niet te verwaarlozen besparingen te realiseren.

Ten slotte verheug ik me over het overleg dat de voorbije twee jaar over dit wetsontwerp werd gepleegd, met name met de steun van het personeel van Defensie dat zich rechtstreeks en via zijn vakbondsvertegenwoordigers heeft uitgedrukt.

Het nieuwe statuut van de militairen zal Defensie in staat stellen te beschikken over een kleinere, jongere, beter uitgeruste, flexibelere Strijdmacht die sneller kan worden ingezet en die ten volle en doeltreffend in de Europese en trans-Atlantische structuren kan worden ingepast. Het ontwerp moet eveneens worden gesteund omdat het een modernisering van onze Strijdmacht voorstelt die het menselijke element in de kern van het systeem vrijwaart (*Applaus*).

01.43 Hilde Vautmans (VLD): Het GLC is een mijlpaal in de evolutie van onze Krijgsmacht. Een aantal moderne principes ligt aan de basis ervan, voornamelijk het principe 'de juiste persoon op de juiste plaats'. Dit impliceert dat zowel militaire als burgerlijke jobs mogelijk zijn, zowel binnen als buiten Defensie, met als belangrijke motor de mobiliteit tussen jobs.

De VLD ijvert al jaren voor de gezondheid van de leeftijdstructuur, de opwaardering van het militair ambt, de nood van het leger aan een beter imago en de optimalisering van het rendement vanuit het individu en de organisatie. Deze vier doelstellingen zitten in het GLC.

De rode draad wordt gevormd door het competentie management en de toekenning van de operationele taken aan de militairen en de ondersteunende taken aan de burgers.

Het GLC zou tegen 2020 moeten leiden tot een Krijgsmacht met 27.725 militairen en 10.000 burgers. Na tien of twaalf jaar dienst en rond de leeftijd van 35 jaar kan een militair kiezen of hij of zij militair blijft, burger binnen Defensie wordt of in een andere overheidsdienst terechtkomt.

In dit GLC herkennen we de oproep van de eerste minister dat werkzekerheid belangrijker is dan jobzekerheid. Dat is al tientallen jaren zo in de Scandinavische landen en dat levert er duidelijk goede

resultaten op. We mogen niet bang zijn voor verandering. De legers in de ons omringende landen kennen reeds een soortgelijke openheid en hebben dan ook een gezondere leeftijdsstructuur.

Na tien tot twaalf jaar dienst kan een militair kiezen voor een voortgezette militaire loopbaan of een overgang naar een burgerstatuut. Op jaarbasis zou dat betrekking hebben op 7.500 personeelsleden. Vijfhonderd militairen zullen een job buiten Defensie kunnen uitoefenen. Hierdoor zullen we een jonger, mobieler en flexibeler leger krijgen met een verbeterd imago.

Alle militairen zullen op hetzelfde moment aan het GLC worden onderworpen, maar er zullen overgangsmaatregelen zijn voor de militairen die aangeworven werden onder de actuele statuten. Voor de militairen die momenteel in dienst zijn in het leger, zal de heroriëntering gebeuren op vrijwillige basis.

Het GLC vraagt een andere manier van denken. Degelijke informatiecampagnes zijn daarom absoluut noodzakelijk. Zou de minister wat meer details kunnen geven over die geplande campagne? Ik hoop dat de ongerustheid op het terrein kan worden weggenomen en dat de jonge rekruten onmiddellijk ingelicht zullen worden over de veranderingen.

Eenzijds moeten we voldoende jongeren motiveren om een periode van hun leven toe te treden tot de Krijgsmacht en zo ervaringen op te doen die nuttig zijn voor hun verdere loopbaan. Anderzijds is het belangrijk voor de uitstroom dat de diploma's die behaald werden via Defensie gelijkwaardig zijn aan de andere diploma's. De samenwerking tussen de Krijgsmacht en de privésector bepalen voor een groot deel mee het welslagen van het GLC. Daarom is er ook zo snel mogelijk overleg nodig met de privésector.

De VLD en de andere meerderheidspartijen dienden amendementen in om militairen die sociale promotie gedaan hebben en de vierdagenweek te beschermen.

Het GLC is cruciaal voor het functioneren van de Krijgsmacht. De militair van de toekomst is een operationele militair, die op elk tijdstip kan ingezet worden en die bereid is om aan operaties deel te nemen. Enkel met dit GLC kan Defensie zijn leeftijdsstructuur weer gezond maken en een beter imago verwerven. Dit is duidelijk een voorbeeld van moedig bestuur. *(Applaus)*

01.44 Brigitte Wiaux (cdH): Het nieuwe statuut van de militairen van het actief kader, dat een statuut van na de Tweede Wereldoorlog vervangt, is bedoeld om onze Krijgsmacht te moderniseren. Een kleiner, maar ook flexibeler en beter uitgerust leger zal sneller kunnen ingezet worden en zal op internationaal vlak geloofwaardiger zijn.

Dit nieuwe statuut, dat het gemengde loopbaanconcept introduceert, is bedoeld om het personeelsbestand te verminderen en te verjongen, maar ook om het beroep van militair te herwaarderen, het aantrekkelijker te maken en om het rendement van elke man en elke vrouw te verhogen, zowel vanuit de invalshoek van de organisatie van het leger zelf als van het individu. Het statuut van de gemengde loopbaan zal alle bestaande statuten vervangen behalve dat van reservemilitair.

Aan het einde van de initiële militaire loopbaan van tien tot twaalf jaar, tijdens dewelke ze mogelijk zullen deelnemen aan buitenlandse missies, zullen de militairen kiezen tussen een voortzetting van hun militaire loopbaan, een interne overgang naar een burgerlijke functie bij Defensie en een externe mobiliteit met een gegarandeerde begeleiding. De tienduizend burgerlijke ambtenaren zullen de ondersteuning van de operaties op zich nemen.

In de commissie werden talrijke verduidelijkingen aangebracht, met name wat het oriëntatie- en evaluatieproces, de integratiepremie, de middelenverbintenis in het kader van de externe mobiliteit, het gebruik van de mobiliteitspools, de bijkomende bescherming van personeelsleden die verwondingen hebben opgelopen of ziek zijn geworden, de pensioenen, de opleiding en de overgangsmaatregelen betreft.

De Raad van State heeft veel opmerkingen geformuleerd bij het voorontwerp van wet. Er is met veel

opmerkingen rekening gehouden. Zo zijn in het wetsontwerp veel delegaties aan de Koning of zelfs aan de minister weggelaten of werden er duidelijker voorwaarden aan verbonden. Toch valt het te betreuren dat de samenstelling van de commissies niet overgenomen werd en dat in het wetsontwerp enkel procedure-elementen voorkomen.

Meneer de minister, net als de heer Monfils heb ik u ook in de commissie horen zeggen dat er over de uitvoeringsmaatregelen en de koninklijke besluiten grondig overleg zou gepleegd worden en dat u het Parlement op de hoogte zou houden. Indien dit niet het geval zou zijn zullen wij niet nalaten u hieraan te herinneren.

Om de goede werking van de eenheden te verzekeren stelde het cdH reeds in 2003 verschillende maatregelen voor, zoals een onderlinge afstemming van de menselijke, materiële en financiële middelen om aan de missies deel te nemen, een grotere aantrekkelijkheid van het beroep, de integratie van het burgerpersoneel in de nieuwe structuur, het behoud van een evenwicht tussen burgerlijk en militair personeel alsook een permanente vorming.

Het ontwerp van nieuw statuut en het gemengde loopbaanconcept stemmen overeen met ons beeld van een efficiënt en gespecialiseerd leger, en daarom zullen we het steunen (*Applaus*).

01.45 David Geerts (sp.a-spirit): Dit wetsontwerp is een belangrijke stap in de modernisering van het departement en het zal niet de laatste zijn. Ik begrijp de ongerustheid van de personeelsleden. Zij hebben zekerheid en stabiliteit nodig, maar ook perspectief. Het perspectief mag niet zijn dat de verjonging van het leger het resultaat is van massaal ontslag. Een beter perspectief is een jonge, inzetbare Krijgsmacht die samenwerkt met andere landen. Met het GLC kunnen alle personeelsleden zo efficiënt mogelijk worden ingezet.

Het ontwerp is niet af, er staan tal van uitvoeringsmodaliteiten in de tekst. Zolang het gaat over de concrete invoering van maatregelen die elders met een cao gebeuren, is dat niet in tegenspraak met artikel 182 van de Grondwet. Het is ook belangrijk dat het nieuwe statuut wordt opgevolgd door het Parlement en de vakbonden, die het trouwens mee opgesteld hebben.

Dankzij het GLC zal het leger beschikken over een grote groep jonge snel inzetbare militairen.

Nieuw is dat er geen werkzekerheid meer voor het leven is. Daarom moeten er maatregelen worden genomen om de mensen die het einde van de eerste fase naderen, goed te begeleiden zodat zij elders aan de slag kunnen. Het nieuwe perspectief moet de *lifetime employability* zijn.

De eerste fase van de militaire loopbaan moet voldoende aantrekkelijk zijn om mensen te overtuigen voor het leger te kiezen. Ik denk bijvoorbeeld aan een levenslange toegang tot de medische diensten van het leger voor wie een bepaalde tijd op missie is geweest.

De creatie van de functies van expert en deskundige zijn een goede zaak. Er wordt zo een vlakke loopbaan gecreëerd en bovendien is de afhankelijkheid van rigide aanwervingscriteria en pecuniaire bepalingen kleiner. Ik heb daar vorig jaar, tijdens de discussie over de officieren van het medisch-technische korps, al op gewezen.

Ik vertrouw erop dat de burgers evenveel kansen krijgen om functies te verwerven en om door te stromen naar functies die nu niet voor hen toegankelijk zijn.

Nieuw is dat wie geen diploma lager secundair onderwijs heeft, toch bij het leger kan gaan. Belangrijk voor mij is dat zij bij de tienjaarlijkse evaluatie enkel aan praktische proeven worden onderworpen. Daarover moet de tekst meer duidelijkheid bieden.

Wij hebben een amendement ingediend omdat wij vinden dat de 4/5-regeling moet behouden blijven. Dat is

mijns inziens niet strijdig met de operationaliteit van militairen. De regeling kan immers steeds worden geweigerd.

Ons amendement bij artikel 260 strekt ertoe dat de voortgezette militaire loopbaan voor een groot deel van de militairen onmiddellijk in werking kan treden. Ook denk ik dat de interpretatie van artikel 115 minder restrictief moet zijn en dat de Koning de doorstromingsmogelijkheden moet bepalen.

Ik reken er ook op dat de DGHR mensen zal helpen hun carrière versneld af te werken en sociale promotie te maken.

Tijdens de besprekingen in de commissie had ik grote bedenkingen bij de agenda van de heer Sevenhans. Aan de heer De Crem wil ik zeggen dat wat in het verslag staat, niet correct is. Sp.a wil het leger helemaal niet afschaffen. Wij zijn wel voorstander van een gespecialiseerde, efficiënte Krijgsmacht, die meer samenwerkt met andere landen. Dat lijkt ons productiever.

Belangrijk is ten slotte dat men de mensen goed blijft informeren en dat men niet te beroerd is om de aanpassingen te evalueren en bij te sturen. (*Applaus*)

01.46 Minister **André Flahaut** (*Frans*): Ik dank zowel de burgerlijke als militaire medewerkers – met name generaal Somers, generaal Husniaux, kolonel Cuvelier en de syndicale organisaties – voor het werk dat zij bij de uitwerking van het ontwerp betreffende de gemengde loopbaan hebben geleverd. Dat langverwachte ontwerp heeft aanleiding gegeven tot langdurige onderhandelingen, eerst informele en nadien formele. De tenuitvoerlegging ervan zal enige tijd in beslag nemen. Ik wil de dialoog met de betrokkenen en met het Parlement voortzetten.

Wij willen Defensie moderniseren en beter in de maatschappij inpassen.

Ik heb veel respect voor elk lid van Defensie, op welk echelon dan ook, en ik zou willen dat eenieder die dat wenst een opleiding zou kunnen volgen teneinde zich te heroriënteren.

Dit baanbrekende ontwerp wordt door talrijke buurlanden gevolgd.

Ik begrijp dat de heer Monfils zich afvraagt waarom we met een leger van dertigduizend manschappen jaarlijks slechts duizend militairen kunnen inzetten. In feite gaat het om 1.100 personen, maar in drie toerbeurten, wat op een totaal van 3.300 personen per jaar komt. Aan elke militair die naar het buitenland wordt gezonden, is een achterhoede van één tot anderhalve persoon verbonden. Onze operationaliteitsgraad is dus goed. Bovendien hebben we uit sociale overwegingen beslist om tussen de twee operaties één jaar tijd te laten; de berekening moet dus voor drie jaar worden gedaan.

Om jongeren aan te trekken, bieden we hun de kans om zich te specialiseren en een voortgezette opleiding te volgen. Eén dezer zullen we in het kader van de rekrutering voor 2007 1.469 plaatsen aanbieden; telkens weer mogen we vaststellen dat de kandidaten uitermate gemotiveerd zijn om bij Landsverdediging aan de slag te gaan.

Men hoeft zich dus geen zorgen te maken over de mogelijkheden voor de militairen om andere professionele wegen in te slaan. Integendeel zelfs: het personeel van Landsverdediging staat bekend voor zijn kwaliteiten en professionele ingesteldheid, en is erg gewild in de transport- en bewakingssector, bij de spoorwegen en nog andere diensten. We moeten er zelfs voor oppassen dat we geen bekwame, hoogopgeleide mensen kwijtraken.

Wanneer ik me meng in een dossier, zegt men dat ik alles wil controleren. Wanneer ik de militairen een tekst laat voorbereiden, luidt het dan weer dat ik mijn taak verwaarloos. Wat wil men eigenlijk? Of men het statuut nu als het statuut-Flahaut dan wel als het statuut-Somers bestempelt, laat mij koud. Wat telt is het resultaat, dat tot stand is kunnen komen dankzij de combinatie van politieke wil en militaire ervaring.

De heer De Crem zei dat voorheen nog niets was gebeurd; maar vóór mij hebben anderen, zoals de heren Delcroix en Pinxten, aan het hoofd van dit departement gestaan. Aan u, mijnheer De Crem, om ze te

ondervragen over wat zij niet hebben gedaan en waarom! Het voorliggend ontwerp is van het grootste belang en ik neem dan ook geen aanstoot meer aan dergelijke uitlatingen.

Het feit dat de kolonels Somers en Husniaux – die bij mij in dienst zijn geweest – generaal zijn geworden, bewijst dat ik me door bekwame mensen laat omringen. Het gaat hier helemaal niet om vriendjespolitiek!

Ik heb naar de inventaris geluisterd van wat er allemaal in mijn departement misloopt, maar dat heeft weinig te maken met het thema dat we hier vandaag behandelen. De oppositie maakt veel wind, maar brengt geen feiten aan. Veel geblaat en weinig wol!

Thans kunnen de EU-burgers bij het Belgisch leger in dienst treden. 21 personen hebben reeds van die mogelijkheid gebruik gemaakt en zo komen we langzaam maar zeker tot een Europees leger. Volgens mij zal de eenheidsstructuur van het Belgisch leger ooit de EU of de NAVO tot voorbeeld dienen. We moeten onder meer gemeenschappelijke logistieke diensten oprichten. Met de luchtmacht en de marine zijn de we die weg al ingeslagen: tijdens de EUFOR-operatie in Congo heeft de Europese troepenmacht van onze logistieke ondersteuning gebruik gemaakt.

Van ons hospitaal wordt ook gebruik gemaakt door UNIFIL in Libanon. Wanneer onze artsen vertrekken, blijft het ter plaatse en zal het door artsen uit andere landen worden gebruikt, waardoor een verspilling van tijd, energie en middelen kan worden vermeden.

Het verwondert me dat de slechte plaats die ons land kreeg in de NAVO-rangschikking met betrekking tot de defensie-uitgaven niet te berde werd gebracht. Dat is men wellicht uit het oog verloren. Vandaag geven we echter beter uit dan in het verleden. De kwaliteit van Defensie staat en valt niet met de kwantiteit, maar met de kwaliteit van de uitgaven.

Mevrouw Vautmans, ik bevestig dat er een interne en externe communicatiecampagne komt voor de betrokken particuliere en overheidssectoren. Met betrekking tot de gelijkwaardigheid van de diploma's, werd tussen de verschillende regeringen een samenwerkingakkoord ondertekend.

Ik dank mevrouw Wiaux voor haar objectieve en serene analyse van onze werkzaamheden en haar bekommernis om het burgerpersoneel. Defensie telt zowel burgers als militairen in haar rangen en dit statuut beantwoordt aan die bekommernis.

Er zal worden overlegd over de uitvoeringsmaatregelen. Wanneer er iets binnen Defensie moet worden veranderd, is er vaak een wet nodig, wat tijd vergt. Als we iets doeltreffender willen, moeten we andere werkmethodes vinden.

Meneer Geerts, ik heb gesproken over de parlementaire controle en over het verlangen naar transparantie. Het overleg met het personeel, de vakbondsorganisaties en het Parlement zijn onontbeerlijk. Defensie is een belangrijke onderneming, een bindmiddel van ons land, en men moet een bepaald evenwicht respecteren, zelfs al is het niet wettelijk verankerd.

Niemand wil vandaag het leger afschaffen. Maar wij hebben werk gemaakt van een belangrijk hervormingsproject opdat Defensie een moderne onderneming wordt, die past in een nieuwe wereld, in een internationale, Europese en "NAVO" context. De Krijgsmacht moet nuttig zijn en dicht bij de burgerlijke samenleving staan en om dat te kunnen realiseren, moet zij beschikken over vernieuwde uitrusting. Wij hebben het nodige gekocht, met de interoperabiliteit met infrastructuren die teruggebracht worden tot de reële noden in gedachten. Wanneer wij kwartieren of domeinen niet meer nodig hebben, stellen wij ze ter beschikking van de andere overheidsinstellingen.

Wij hebben eindelijk een statuut dat afgestemd is op het personeel, binnen de grenzen van het budget van Defensie.

Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2759/7)

Het Nederlands opschrift werd door de commissie gewijzigd in “wetsontwerp tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de Krijgsmacht.”

Het wetsontwerp telt 272 artikelen.

Ingediende amendementen:

Art. 2

- 3 *Luc Sevenhans (2759/3)*

Art. 3

- 4 *Luc Sevenhans (2759/3)*
- 20 *Pieter De Crem (2759/4)*

Art. 5

- 21 *Pieter De Crem (2759/4)*

Art. 7

- 22 *Pieter De Crem (2759/4)*

Art. 9

- 5 *Luc Sevenhans (2759/3)*
- 23 *Pieter De Crem (2759/4)*
- 24 *Pieter De Crem (2759/4)*
- 25 *Pieter De Crem (2759/4)*

Art. 12

- 6 *Luc Sevenhans (2759/3)*

Art. 21

- 26 *Pieter De Crem (2759/4)*

Art. 22

- 7 *Luc Sevenhans (2759/3)*

Art. 51

- 27 *Pieter De Crem (2759/4)*

Art. 67

- 28 *Pieter De Crem (2759/4)*

Art. 75

- 8 *Luc Sevenhans (2759/3)*

Art. 76

- 9 *Luc Sevenhans (2759/3)*
- 29 *Pieter De Crem (2759/4)*

Art. 119

- 30 *Pieter De Crem (2759/4)*

Art. 124

- 10 *Luc Sevenhans (2759/3)*

Art. 141

- 11 *Luc Sevenhans (2759/3)*

Art. 144

- 13 *Luc Sevenhans (2759/3)*

Art. 172

- 14 *Luc Sevenhans (2759/3)*

Art. 174

- 15 *Luc Sevenhans (2759/3)*

Art. 192

- 31 *Pieter De Crem (2759/4)*

Art. 195

- 16 *Luc Sevenhans (2759/3)*

Art. 242bis

- 18 *Luc Sevenhans (2759/3)*
Art. 242ter
- 19 *Luc Sevenhans (2759/3)*

01.47 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): In amendement 3 op artikel 2 moet het woord 'vervanging' door 'schrapping' worden vervangen.

Ik heb begrepen uit het antwoord op een van mijn vragen dat de koninklijke familie niet tot het actieve kader behoort. Daarom stel ik voor ze gewoon te schrappen in dit artikel. Gezien de ontwikkelingen van de laatste weken, waren de leden van de koninklijke familie trouwens beter helemaal geen militairen geweest. Dan was een en ander niet gebeurd.

De **voorzitter**: De artikelen waarop geen amendementen werden ingediend, worden artikel per artikel aangenomen.
Er zijn ook nog twee bijlagen, A en B, maar daarop werden geen amendementen ingediend.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over de aangehouden amendementen en artikelen en over het geheel zal later plaatsvinden.

De vergadering wordt gesloten. Volgende vergadering donderdag 11 januari 2007 om 14.30 uur.